

IRL journal d'expressions libertaires 53

J'ai 10 ans

ATIONS et REFLEXIONS LIBERTAIRES

DECEMBRE 83 - JANVIER 84 - 12 FRANCS



LAISSONS LE PESSIMISME 1984
POUR DES TEMPS MEILLEURS



I.R.L.
journal d'expressions libertaires

Directeur de publication :
Alain Thévenet
Commission paritaire : 55270
Imprimé par :
Les Ateliers d'Impression Presse
Nouvelle (A.I.P.N.), 48 rue Burdeau
69001 LYON

Rédaction et administration :
I.R.L, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc
69001 LYON

I.R.L - Rédaction parisienne :
c/o Max Nettleau
15 rue Gracieuse, 75005 PARIS

Conception graphique et réalisation :
Atelier de Création Libertaire

Abonnement :
5 numéros (1 an) : 50 F
10 numéros (2 ans) : 90 F

Abonnement de soutien :
10 numéros (2 ans) : 130 F et plus
Diffusion militante :
5 exemplaires pendant 5 numéros :
200 F

Pour vos versements :
I.R.L CCP 4 150 95 N LYON

NOTEZ : Le numéro qui figure en haut et à droite de votre adresse sur la bande d'expédition indique à quel numéro finit votre abonnement. Nous vous demandons de vous réabonner dès que votre abonnement arrive à échéance; nos tâches administratives en seront ainsi grandement facilitées.

S O M M A I R E

Pages 3 et 4
J'AI DIX ANS...

Pages 5, 6 et 7
ESPACES HABITABLES

Pages 8, 9 et 10
LAISSONS LE PESSIMISME POUR DES JOURS MEILLEURS

Pages 11 et 12
CORSE : LE BATON POUR LES INDEPENDANTISTES
LA CAROTTE POUR LES AUTONOMISTES

Pages 13 à 22
DOSSIER TIERS MONDE ET ANARCHISME (TROISIEME PARTIE)
- INFORMATIQUE ET TIERS MONDE
- LES MOUVEMENTS MILLENARISTES
- DE NOTRE ENVOYE SPECIAL DANS LA « HAUTE »
- QUEL ANARCHISME POUR LE TIERS MONDE

Page 23
PRISON SOCIALISTE POUR INSOU MIS TOTAL

Pages 24 à 27
CODENE : PARIS QUAND TU NOUS TIENT !

Pages 28, 29 et 30
CARCASSONNE : COLLOQUE SUR L'AUTOGESTION

Pages 31, 32 et 33
L'AVORTEMENT EN ESPAGNE - L'« AFFAIRE » PEDRO ENGUIX

Page 34
LA GRENADE

Page 35
EST - INFOS

La réfractaire

Tous les journaux se sont jetés sur les grands faits de sa vie. Ils nous ont parlé du réfractaire, de la grenade envoyée à l'ambassade américaine, de la prison, des manifs. De May Picqueray, nous avons voulu garder l'image d'une femme courageuse, anarchiste dans ses idées comme dans ses actes, vivante, pleine d'esprit, et animée d'un extraordinaire amour de l'humain.

Lors de sa Radioscopie avec Jacques Chancel, celui-ci lui reprocha d'aller jusqu'à la violence, arguant que de violence en violence, il nous serait impossible de faire la paix. Ce à quoi elle répondit : « Vous acceptez bien de faire la guerre, ce n'est pas la violence, ça ? » Elle avait un cœur gros comme ça, et de nouveau au cours de cette

Radioscopie, elle rétorqua à un Chancel péteux et toujours auto-satisfait : « Dans la société anarchiste qui sera tout amour, on n'aura plus à employer la violence, car ce n'est pas de gaieté de cœur que nous l'employons. »

Face aux ennemis de l'avortement, elle opposait avec claivoyance les sentiments d'horreur éprouvés par ceux-ci à la vue d'un fœtus privé de vie, et leur absence d'émotion devant le massacre de jeunes types de 20 ans instruments de tant de guerres.

De sa vie, May Picqueray n'a jamais regretté ses actes ; elle était fortement décidée à combattre jusqu'au bout pour et avec ses idées.

Marquée par les actions de violence extrême, elle avouait le désir d'y répondre : comment ne pas avoir envie de tirer sur un CRS ou de lui sauter dessus avec les

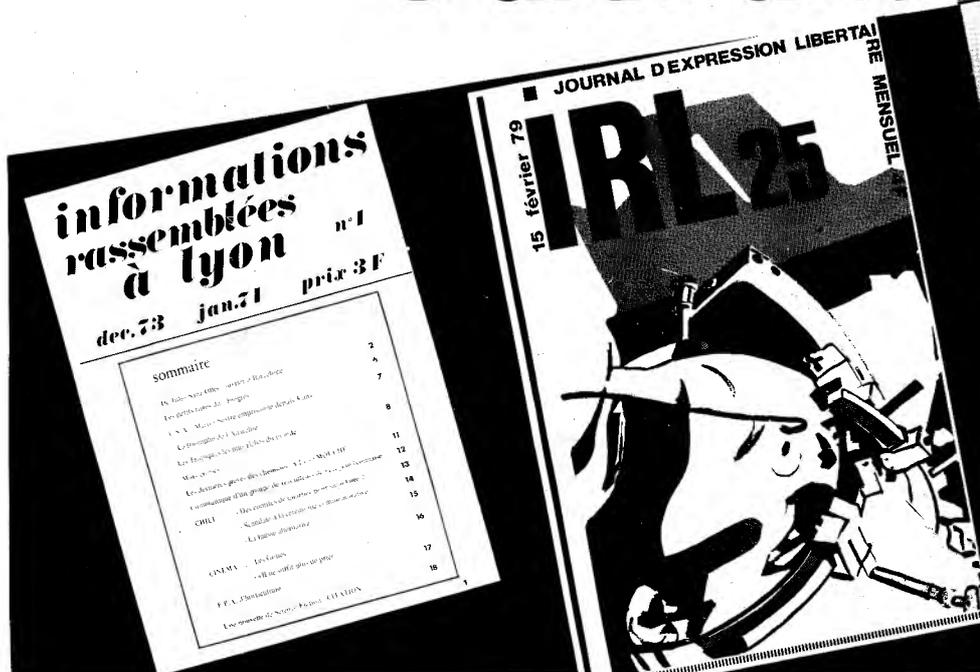
moyens du bord quand celui-ci est capable de déposer une grenade dans la poche d'un jeune ? Cela se passait en mai 68.

Ce sentiment de révolte né de la découverte enfantine de l'injustice, May n'a jamais tenté de l'éteindre en elle. L'amour des êtres humains l'a portée dans ses luttes, soutenue dans ses idées, il a ancré en elle le désir de garder intacte la mémoire des combats contre l'injustice, les luttes des hommes auxquelles elle a maintes fois participé au cours de sa vie.

May, nous ne t'avons pas connue, nous t'avons seulement aperçue, ton journal au poing sur les trottoirs de la rue, qu'ils soient écrasés par le soleil, battus par la pluie, ou violés par les pas vengeurs des CRS. Tu restes de ceux qui nous donnent toujours et toujours envie de continuer à nous battre.

Danielle et Christine

J'ai 10 ans



La parution d'Informations Rassemblées à Lyon, il y a deux ans, a coïncidé avec un processus prévisible depuis quelques temps, la reconstruction sur Lyon comme dans les autres villes (...) de groupes anarchistes, d'un courant spécifiquement anarchiste. Ce phénomène était prévisible; depuis plus de 10 ans, les grandes idées libertaires ont refait surface dans l'ensemble des luttes actuelles contre le capitalisme. On les retrouve dans le mouvement ouvrier avec le développement de la CFDT et les idées autogestionnaires, dans toutes les remises en cause actuelles qui, de l'antimilitarisme à l'écologie, en passant par la sexualité, tendent à opposer au fonctionnement du système capitaliste une autre société, une autre vie.» (IRL n.10, avril 76).

INFORMATIONS RASSEMBLEES A LYON

(Décembre 73 à juin 76, 11 numéros)

Décembre 1973 - janvier 74: sortie du premier numéro de la revue Informations Rassemblées à Lyon. Des nouvelles locales, des informations sociales, un article sur le Chili, des poèmes, du cinéma et la première partie d'un feuilleton, «De Julio Sanz Oller, ouvrier à Barcelone», tiré d'un livre qui n'était pas encore publié en France. Tout un patchwork de textes qui tranchait, à l'époque, avec l'austérité des journaux militants.

Si la couleur politique du journal n'est pas clairement annoncée (pas d'éditorial ni de présentation), il faudra attendre le numéro 3 pour en savoir plus. «Aussi nous faut-il préciser qu'IRL n'est pas

l'organe d'un groupe ou d'une organisation politique mais le moyen d'expressions d'individus ou, plus rarement de groupes d'individus unis de façon affinitaire. Ceci veut dire que chaque texte paru est toujours un texte individuel (ou d'un groupe précis d'individus), jamais l'expression d'une entité politique nouvelle ou ancienne qui se cacherait derrière le journal. IRL rassemble donc des articles parfois très contradictoires; l'affinité n'empêche pas les divergences dans la manière de voir les choses; et surtout, la place dans la société, le métier, l'absence de famille ou, au contraire, son existence, etc... donnent à chacun des perspectives propres. (...) La plupart des copains qui font le présent journal se réclament clairement de l'Anarchisme, estimant que les idées libertaires traduisent le mieux leurs préoccupations actuelles, leurs refus et leurs espoirs.» (IRL n. 3, mai juin 74).

Si le groupe de départ était faible numériquement, il avait conscience qu'IRL ne pouvait se développer que dans le cadre d'une reconstruction du mouvement libertaire à Lyon. Il y avait, à l'époque, un manque évident de ce côté-là: les derniers groupes se cassaient la gueule et les individus se retrouvaient éparpillés dans la nature. Des contacts furent pris qui se concrétisèrent par la location du local rue Pierre Blanc, en 1975 («Au sujet d'un local», IRL n. 7, octobre 75). A la même époque sont apparues en couverture les désormais célèbres initiales «IRL».

INFORMATIONS RASSEMBLES A LYON ET DANS LA REGION RHONE-ALPES

(Octobre, 76 à juillet 78, 9 numéros)

Au début de l'année 1976, des rencontres furent organisées entre les libertaires

de la région Rhône-Alpes. Lors d'une commission «journal», il fut proposé d'élargir l'audience d'IRL et d'en faire un journal régional («IRL et l'idée d'un journal régional», IRL n.11, été 76). Des articles furent échangés, des coups de main donnés. Le titre se modifia pour s'élargir à la région. Par un artifice de présentation, un gros «IRL» orna la couverture du numéro 12 (octobre 76) laissant en plus petit le titre original auquel avait été rajouté «et dans la région Rhône-Alpes». «Journal d'expression libertaire» fit son apparition comme sous-titre.

En décembre 1977, «l'accroissement du rythme de parution est à l'ordre du jour». Jusqu'à présent, il était de 4 à 5 numéros par an et correspondait «à la réalité d'IRL: un petit groupe de copains qui devaient faire le boulot pratique et qui ne voulaient pas se tuer à la tâche... (mais) depuis quelque temps les choses bougent, d'abord nous avons plus d'articles, ce qui explique la taille croissante des numéros, l'argent rentre un peu mieux, nous sommes plus nombreux (une bonne vingtaine environ)...» («Pour un journal libertaire», IRL n.17, décembre 77).

IRL-JOURNAL D'EXPRESSION LIBERTAIRE

(Octobre 78 à été 80, 15 numéros)

Entre octobre 1978 et juin 1979, 9 numéros d'IRL sont parus: le pari du mensuel a été tenu. Mais, au bout de cette année, la dette s'avéra lourde: 8 000 francs. On dut redescendre la pagination de 32 à 24 pages dès le numéro 30.

Pourtant, le numéro 32 de décembre marqua le retour à 32 pages plus 4 pages de couverture en deux couleurs sur papier glacé: une façon de montrer qu'IRL

continuait toujours malgré les difficultés économiques... et continuerait de plus belle.

C'est à cette époque que le débat entre un IRL « local » ou un IRL « national » s'est engagé réellement. Une équipe commença à se dessiner et les réunions ne ressemblèrent plus aux grandes assemblées générales des débuts.

La dette s'amenuisait et le graphisme rompait avec la rigueur et le manque d'originalité des autres revues.

IRL-JOURNAL D'EXPRESSIONS LIBERTAIRES

(Octobre novembre 80 à juillet aout
septembre 82, 11 numéros)

Il n'était plus possible de se cantonner à **UNE** expression libertaire; **DES** expressions libertaires semblaient plus refléter ce qu'IRL pouvait représenter à nos yeux et aux yeux de nos lecteurs. La dette continuait de diminuer et les abonnés tournaient autour de 160. Afin d'alléger notre travail technique, il fut décidé de faire composer une partie du journal par notre imprimeur.

En février 81, IRL est diffusé dans les kiosques de la région lyonnaise: 800 exemplaires de plus sont imprimés pour cela chaque mois, ce qui nous obligea à le faire encarter.

Et, en juin 81, l'heure du bilan sonna: 12 000 francs de dettes. Pourtant, le nombre de nos abonnés augmentait sans arrêt (213). Pour la première fois, une souscription fut lancée qui ne nous rapporta pas grand chose. Une fois de plus, nous avons retourné nos poches pour essayer d'éponger le déficit.

En février 82, la rédaction parisienne est formée. Deux structures autonomes participent donc, depuis cette date, à l'élaboration de la revue, la fabrication et toutes les tâches techniques restant à la charge du groupe de Lyon.

IRL-INFORMATIONS ET REFLEXIONS LIBERTAIRES JOURNAL D'EXPRESSIONS LIBERTAIRES

(Octobre 82 à décembre 83, 7 numéros)

En septembre 82, il fut décidé de changer le titre du journal. Le sigle IRL étant trop connu pour en changer, nous avons donc donné à ces initiales une autre signification: «**INFORMATIONS ET REFLEXIONS LIBERTAIRES**».

Au numéro 48 (décembre 82, janvier 83), IRL est imprimé sur du papier recyclé. Seule la couverture est en papier glacé. La couleur revient au numéro 50.

Et, au numéro 52 (octobre novembre 83), on tire les leçons de l'année qui vient de s'écouler et on s'aperçoit, ô miracle, que, pour la première fois, IRL a dégagé un excédent de 4 200 francs, que la diffusion sur Paris tourne autour de 120 exemplaires et qu'il y a presque 300 abonnés.

Et, malgré tout cela, il flotte à l'intérieur de la rédaction lyonnaise comme un malaise, une lassitude grandissante. Les numéros n'arrivent plus à sortir à

la date prévue, nous avons du mal à trouver des sujets d'articles, à rédiger des dossiers, à préparer des interviews: en bref, nous nous déchargeons trop des tâches rédactionnelles sur Paris.

IRL A DOUZE FRANCS

En octobre 83, nous vous disions qu'un numéro d'IRL nous revenait à 6 500 francs. Des erreurs de calcul, des augmentations, ont fait que le numéro 52 nous a coûté 8 300 francs et qu'il faudrait dorénavant se baser sur ce prix.

Ajouté à cela que, pour sortir à temps IRL 53, il nous a fallu faire composer à l'extérieur plus de la moitié des textes, à combien nous reviendra-t-il? 10 000, 11 000 ou 12 000 francs? Nous n'en savons encore trop rien!

C'est pour cela que nous passons à 12 francs le prix du numéro. Par contre nous ne changerons les tarifs d'abonnement qu'en février 84.

Pourquoi? Peut-être le fait de se retrouver de moins en moins nombreux, d'avoir d'autres activités par ailleurs qui nous prennent beaucoup de temps (famille, boulot, militantisme, ami(e)s...). Et puis aussi de voir qu'autour de soi la relève n'est plus assurée, que c'est difficile et que, peut-être, ça n'a pas l'impact que l'on voudrait que ça ait.

Alors, il y a le soutien des lecteurs d'IRL, les abonnements et les réabonnements qui rentrent régulièrement, avec, quelquefois, mais c'est rare, des petits mots d'encouragement. Un peu de soleil dans la morosité ambiante: des gens qui lisent IRL et qui ont l'air de l'apprécier. Tout cela réclame encore beaucoup d'efforts.

J'ai dix ans
Des rêves plein les poches
J'ai dix ans
Le monde est une cloche
Qui ne sonne plus
Que pour des choses
Qui ne vit plus
Que pour sa bidoche
J'ai dix ans
Je suis anny croche
Et vous ?

Alain Souchon
PCC I.R.L.

LES YEUX OUVERTS ET LA TETE REPOSEE

Pourquoi un effort pour IRL plus que pour Agora, Courant Alternatif, Dégel, le Monde Libertaire, etc... (*). Nous ne pensons pas qu'il faut lire seulement IRL, et que votre **devoir**, votre **seul** devoir est de nous aider parce que nous sommes les meilleurs. Chacune de ces revues a sa spécificité et son intérêt.

Nous tenons tout de même, en cet anniversaire à vous — nous — rappeler nos objectifs et notre propre spécificité. Une revue faite en dehors des rails des organisations nationales anarchistes, parce que nous ne pensons pas que celles-ci collent complètement aux besoins d'un mouvement libertaire pour les années futures. Une revue, donc, qui n'a pas une ligne politique tracée d'avance, mais qui s'achemine vers des voies dont nous espérons qu'elles nous permettront d'être plus efficaces et crédibles dans nos actions et nos idées.

Une revue qui voudrait un jour arriver à aborder encore mieux les problèmes de tous les jours, mais aussi les débats théoriques, sans tomber pour autant dans l'éternelle bataille idéologique abstraite qui oppose les fractions politiques anarchistes. En effet, nous n'avons pas besoin, aujourd'hui, de ces débats politico-idéologiques, mais de parler, de réfléchir, d'agir, les yeux grands ouverts et la tête reposée. Finalement, l'heure n'est plus aux rêves de révolutions, mais à penser et à créer des idées et des structures capables de faciliter des changements révolutionnaires dont il faut bien dire qu'ils ne sont pas à l'ordre du jour.

Une revue qui ne veut pas vivre sur les mythes du passé, ni sur les rêves d'un futur meilleur, mais se confronter à la réalité pour y apporter des éléments d'insoumission, de désertion, de déstabilisation des diverses formes de domination, répression, oppression. Une revue qui ne veut pas se contenter de démolir les Moloch et de toujours montrer la tristesse de la vie sous les régimes capitalo-communistes, mais qui veut aussi faire sentir ce que nous pouvons rencontrer de positif dans nos vies respectives. Aider, en somme, à construire un mouvement social capable de s'auto-organiser de décider de son présent et de son de positif dans nos vies respectives. Aider, en somme, à construire un mouvement social capable de s'auto-organiser de décider de son présent et de son futur.

Enfin, nos principes libertaires, et nous le rappelons en cet heureux anniversaire, ne seront (et n'ont jamais été) un barrage à la confrontation, mais un levier (un ordinateur?) que nous devons utiliser ensemble...

IRL Lyon

(*) Tous ceux qui s'intéressent à l'ensemble de la presse anarchiste peuvent consulter le bulletin du CPCA, BP 21 94190 Villeneuve St Georges.

Espaces habitables

PENDANT QUE LE LOUP Y EST PAS

Il suffit de circuler dans les rues des Minguettes ou de toute autre cité analogue pour que la grande peur que certains avaient développée à propos de cet étrange danger venu d'ailleurs apparaisse bien surfaite. Certes, on s'y tue encore, mais pas tellement plus qu'ailleurs.

Les campagnes racistes basées sur l'insécurité et la montée du fascisme ne sont pas bâties sur une réalité économique ou sociale, mais sur un mythe soigneusement entretenu par tous les politiciens d'ailleurs, soucieux d'asseoir leur pouvoir sur une prétendue nécessité.

A l'inverse, ceux d'entre nous qui avaient entretenus quelques illusions sur le caractère potentiellement révolutionnaire des événements qui se sont déroulés ces dernières années, dans ces lieux finalement pas si étranges que ça, en sont pour leurs frais. On ne peut plus guère y voir, dans ces rues d'ailleurs désertées, que le témoignage d'un immense gâchis dans lequel des individus essaient tant bien que mal de survivre. Comme ailleurs, en somme, avec peut-être plus de difficultés. Nulle trace, non plus, d'intention révolutionnaire, mais plutôt d'un immense dégoût, un désir sans espoir d'être reconnu et la nécessité, pour cela, d'un exhibitionnisme tapageur mais sans but. Ce dégoût et ce désir, lorsqu'ils s'expriment par le biais du grouper, ne peuvent le faire que de façon à la fois stéréotypée, et désordonnée et contradictoire: affrontements violents avec la police (qui y met bien du sien), négociations avec les « autorités », grèves de la faim. Il est difficile de voir là le témoignage d'une volonté délibérée et lucide, et il s'agit bien plus de la traduction d'influences contradictoires de différents groupes politiques: animateurs employés de la municipalité, agitateurs gauchistes, chrétiens ou non-violents proches du PSU. Cette malléabilité d'un groupe ne s'applique d'ailleurs pas automatiquement à ceux qui le composent; dans ce cas précis, les membres du groupe ont généralement plus de possibilités, d'imagination pour affronter les situations concrètes auxquelles ils se trouvent confrontés, que le groupe qu'ils composent. Ils reflètent plus de complexité que le rôle qui leur est assigné par les médias ou les slogans, qu'il s'agisse d'un rôle de repoussoir ou, à l'inverse, d'un modèle mythique.

Bref, il faut en faire notre deuil. Les loubards de banlieue, immigrés de la



deuxième génération, les chômeurs et autres marginaux malgré eux ne forment pas une nouvelle classe.

En outre, même si c'était le cas, cette classe n'aurait pas, de facto, un caractère révolutionnaire. Ce ne serait que la réunion résignée de détreffés et d'impuissances diverses. Si on le présente comme une classe ou un groupe compact, c'est peut-être justement pour leur faire subir cette ultime manipulation, les utiliser à des fins politiques contradictoires mais fort claires de part et d'autres.

EVOLUTIONS ET DEBOIRES DE LA NOTION DE CLASSE

On parlait autrefois de prolétariat comme constituant la classe révolutionnaire. Marx a beaucoup écrit à ce propos. Il y a bien eu quelques révolutions mais, d'une part, celles-ci ont tourné comme on sait, d'autre part, il ne semble pas que le prolétariat industriel en ait été l'élément moteur. Cependant, quels qu'aient pu être les démentis apportés par la réalité, on s'est accroché à cette idée et certains s'y accrochent encore. D'autres essaient de donner à ce prolétariat une définition qui colle mieux à la réalité. Ce qui amène à donner à ce concept des contours plus larges, ou plus étroits, en tout cas plus relatifs

mais qui, par là même, ont parfois une allure un peu floue. Faut-il englober les chômeurs (qui, logiquement, seraient plutôt des sous-prolétaires mais dont la culture est, en général, sauf chez les jeunes, celle de la classe dont ils sont issus, c'est-à-dire le plus souvent le prolétariat), les classes moyennes, les intellectuels?... Il manque en tout cas à ce nouveau prolétariat, bien dur à définir, une conscience commune de son exploitation et la conviction de pouvoir y échapper autrement qu'à travers des combines individuelles.

Naguère, en désespoir de cause, on a cherché d'autres groupes qui auraient pu prendre le relais et devenir, à leur tour, porteurs des espoirs révolutionnaires. Tout le mouvement tiers mondiste, aujourd'hui à peu près défunt, était basé sur l'idée que cette révolution, impossible sous nos climats, viendrait d'ailleurs, de là où la spontanéité révolutionnaire n'aurait pas été détruite par des liens maîtres-esclaves trop complexes et où la misère était si scandaleuse qu'elle ne pouvait qu'amener la destruction du système dont elle était le fruit.

De ce point de vue, l'échec est aujourd'hui à peu près total. Là où ceux qui incarnaient ces espoirs se sont retrouvés au pouvoir, ils n'ont pu le faire qu'en maintenant, de façon même souvent plus

rigide qu'antérieurement, les structures qu'ils prétendaient combattre. L'injustice et l'arbitraire règnent de façon à peu près aussi évidente sous Fidel Castro que sous Batista. Che Guevara est mort et Régis Debray est conseiller de je ne sais plus quel ministère. En admettant que les leaders du tiers monde et leurs supporters européens aient été sincères, ce qui n'a rien d'impossible, il faut alors conclure qu'ils avaient négligé l'impossibilité dans laquelle se trouve quelque pays que ce soit de survivre, dans l'état actuel du système mondial, en dehors d'un réseau d'alliance qui les fasse entrer dans l'orbite de l'un des deux grands.

En tous cas, de notre point de vue occidental, il n'est plus guère possible de compter sur les autres pour accomplir ce dont nous avons été incapables. La Révolution, un goût étrange venu d'ailleurs? Ce goût était sans doute frelaté et il révèle des saveurs bien connues.

PROLÉTAIRES ET RÉVOLUTIONNAIRES

A la lecture de ce qui précède, un certain nombre d'entre vous, chers lecteurs, va s'exclamer: « C'est bien ce que j'avais toujours dit, et mon papa, et ma maman, et mon grand-papa, et ma grand-maman, la lutte des classes, c'est une invention d'intellectuels barbus, les choses ont toujours été semblables et c'est pas la peine de se casser la tête ». Les plus avisés rétorqueront, et ils auront raison: « Ça va pas la tête ! ».

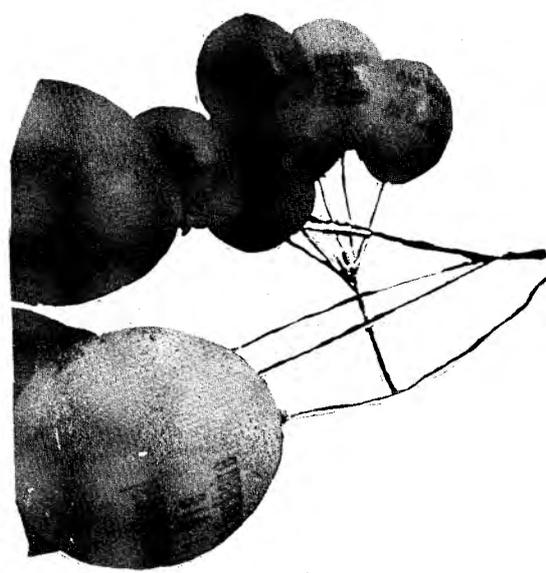
C'est que, malgré tout ce qui vient d'être dit, la lutte des classes existe, je l'ai même rencontrée. Je ne suis pas sûr cependant que son visage ait été toujours le même et que je la reconnaîtrais à coup sûr. Pourtant, je suis né dedans et j'ai grandi avec. Je ne vais pas vous raconter ma vie, il suffit que vous réfléchissiez à la votre. Bref, là où j'en suis, tous les jours je la rencontre encore, et tellement à tous les instants que ça devient impossible de la débusquer toujours. Je ne commande personne, du moins je ne crois pas, ou alors je ne le fais pas exprès. D'autres me commandent, du moins ils le croient. Je gagne un peu plus d'argent que certains, beaucoup moins que d'autres, moins nombreux. J'ai un métier qui m'intéresse mais qui me paraît parfois un peu illusoire, et qui ne suffit pas à me satisfaire totalement. De nombreux autres pourraient se faire les mêmes réflexions: techniciens, intellectuels, ouvriers qualifiés, etc... Par ailleurs, et quelle que soit leur origine professionnelle et même lorsqu'ils n'en n'ont pas, les chômeurs, dans une vision purement économiste, pourraient aussi être qualifiés d'exploiteurs, puisqu'ils vivent du travail des autres.

Les choses sont devenues si complexes que je ne sais plus très bien, excepté lorsqu'il s'agit des très pauvres et des très riches, où se situent les exploités et les exploités et si, finalement, la plupart d'entre nous ne seraient pas un peu des deux. D'autant plus qu'on fait partie

d'une collectivité qui, globalement, exploite le reste du monde.

Bref, la lutte de classe existe, elle se manifeste tous les jours, mais on ne sait plus très bien entre qui et qui. Dans un hôpital psychiatrique, par exemple (et sans doute peut-on retrouver cet exemple ailleurs, sous d'autres formes), on trouve tout en bas de l'échelle le malade, exploité type, puisque c'est de sa souffrance que tous les membres de l'édifice vivent, un peu en dessous, le personnel de service, chargé de maintenir les locaux propres et en état, donc de réprimer les malades, sous peine de se voir eux-mêmes réprimés. Un peu au dessus, les infirmiers, confrontés à l'angoisse et à la souffrance des malades et qui régissent, le plus souvent de façon limitative, leur vie quotidienne. En montant encore, on passe par les zones des psys divers, chargés de mettre de l'huile dans les rouages, pour arriver enfin aux chefs de service, en principe maîtres de tout ce petit monde, qui peuvent même parfois se payer le luxe de prendre parti pour les malades contre les stades intermédiaires de la hiérarchie, en particulier les infirmiers. Mais ça ne s'arrête pas là, puisque les directeurs d'hôpitaux se chargent parfois de leur rappeler qu'ils ne sont qu'un maillon. Eux-mêmes sont étroitement tributaires, à travers tous les rouages administratifs, d'une politique gouvernementale, elle-même renvoyée à l'opinion publique, c'est-à-dire au prolétaire du coin. Tout ça ressemble finalement plus à une lutte entre des clans qui se disputent le pouvoir, qu'à une lutte franche et nette, classe contre classe.

Si on excepte les exclus et les plus pauvres qui n'ont pas le droit à la parole, et dont on a vu que rien ne prouvait qu'ils puissent former un groupe solidaire, il semble bien en outre et surtout qu'il y ait un décalage essentiel entre la situation économique dans laquelle se trouve les « prolétaires », et leurs références idéologiques. Comme l'a montré Reich, à propos de la montée du nazisme, dans « La psychologie de masse du fascisme », il y a une sorte de glissement qui fait qu'une partie importante de la classe exploitée adhère, par suite de processus psychologiques complètement irrationnels, aux valeurs de la société qui les exploite. La peur de la liberté devient alors plus forte que la nécessité d'une vie plus pleine. Il s'agit là d'une structure caractéristique forgée par l'éducation patriarcale et autoritaire, l'influence renforçante des mass-médias. L'insécurité est alors liée idéologiquement au changement. « J'ai vu l'homme, être vivant, empêtré dans une situation sociale dont il était lui-même l'artisan: or, ses structures caractéristiques en portaient les stigmates et il essayait en vain de s'en affranchir » (Reich, op. cité p. 19). En d'autres termes, en temps ordinaires, la majorité des gens, ayant chassé d'eux toutes imaginations créatrices qui seule pourrait partir de leur situation concrète pour la modifier, vivent dans un monde complètement idéologique, soumis à un imaginaire social abstrait qui offre comme



seul point de référence celui de la réussite économique, ou du « bonheur tranquille » utopie foncièrement réactionnaire puisque le bonheur est fondamentalement lié au mouvement, à la découverte, au travail, à l'amour et à la connaissance. Quand ça va mal, les mêmes se replient frileusement sur eux-mêmes et tentent d'exorciser leurs peurs en haïssant tout ce qui est différent, étranger et en confiant leurs destins à des leaders charismatiques qui ont su saisir les ressorts de leurs peurs.

En somme, si la lutte de classes existe bel et bien, sa fonction révolutionnaire n'est pas du tout évidente. C'est peut-être, parmi d'autres, un élément constitutif du bon fonctionnement social, de l'équilibre instable qui régit notre structure sociale et politique. Elle ne prend plus, en tous cas, la forme idéale qu'elle avait jadis, classe contre classe, les exploités contre les exploités. A part ceux qui sont exclus et qui paient pour tout le monde les pots cassés, et les très riches, il y a plutôt maintenant une imbrication de toutes les classes les unes entre les autres. En outre, dans cette imbrication, la réalité économique n'est pas seule en cause, et la réalité idéologique entre pour une part au moins égale.

On peut quand même remarquer que, de ce point de vue ci (le point de vue idéologique) tous ceux qui pensent que cette situation n'est pas inamovible, se situent dans les marges de ces classes et n'adhèrent pas aux valeurs qui les dominent, ne serait-ce que par la réflexion qu'ils mènent. Ainsi, la classe ouvrière aujourd'hui, si on devait la définir selon des critères idéologiques et de façon statistique, ne pourrait l'être que par sa peur de l'insécurité, sa frilosité et, d'une manière générale, par ses tendances réactionnaires, avec les conséquences qui s'ensuivent: maintien des situations acquises et respect de la hiérarchie, résignation, peur de l'autre et racisme. Heureusement, là aussi, les individus qui composent cette classe ont généralement des réactions plus positives, lorsqu'on s'adresse à eux directement; mais les réactions de groupes et de classes sont soumises à la peur et au repli sur le plus petit dénominateur commun.



LA NATURE HUMAINE ?

Si le rôle des classes en tant qu'élément moteur de l'évolution ou de la révolution sociale peut être légitimement mis en doute, faut-il pour autant se rabattre sur l'idée d'une « nature humaine » qui aurait toujours été et serait destiné à être toujours.

Dans cette conception statique, le pouvoir se légitimerait de lui-même. Pour régulariser le fonctionnement de cette horde, pour permettre la vie en société, il y aurait besoin d'un pouvoir centralisateur, d'individus placés, par on ne sait quel miracle, au-dessus de la mêlée, ou de structures prétendument régulatrices.

Selon la conception dominante, cette nature humaine serait quelque chose de fondamentalement mauvais. On s'est beaucoup moqué de l'optimisme de Rousseau pour y opposer un prétendu réalisme qui n'est, en fait, qu'un pessimisme systématique. Cela arrange bien tous ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change. Si « l'homme est un loup pour l'homme » et si les instincts fondamentaux sont la violence et la destruction, la vie en société exige, pour être possible, des tas de règles et de limitations, et que des gens se « dévouent » pour être les garants de ces règles.

Ainsi, dans la théorie freudienne, telle qu'elle a très vite été interprétée et utilisée, la libido est quelque chose d'essentiellement menaçant pour toute vie sociale, et qui est heureusement vite réprimée par différents mécanismes, tels que le refoulement et la sublimation sans lesquels les relations entre les individus seraient exclusivement marquées du sceau de la violence et de la destruction et la vie se limiterait à une succession de viols et de meurtres. Je schématise sans doute, mais il reste que la théorie freudienne est marquée par l'opposition entre l'individu dont les instincts, s'ils

étaient livrés à eux-mêmes, seraient essentiellement destructeurs, et la nécessité d'un ordre intangible, seul facteur susceptible de donner à ces instincts une forme et un cadre qui permettent une histoire. Tout cela est dans la droite ligne des théories jacobines selon lesquelles la liberté de chacun s'arrête où commence celle d'autrui.

Ça pose quand même un problème. Comment se fait-il que, de toutes les espèces vivantes, l'espèce humaine puisse être animée de pulsions qui tendraient à sa destruction? En effet, il ne faut pas être mu par un optimisme à tous crins pour constater que l'évolution de la vie tend, d'une manière générale vers plus de plénitude et de satisfactions. Il suffit de regarder autour de soi. Lorsqu'une espèce disparaît, c'est pour laisser la place à une autre mieux adaptée à son environnement, donc susceptible de plus de jouissance. Et cette transition se fait sans violence, puisque sans volonté délibérée de destruction, sauf précisément lorsque interviennent les civilisations humaines. On sait, par exemple et de façon certaine, qu'on ne peut jamais parler de cruauté dans aucune espèce animale. Lorsqu'un animal en tue un autre, c'est exclusivement pour se nourrir et, pour ce faire, il s'attaque à un être affaibli et généralement déjà condamné à mort. « La peur, la douleur et la mort généralement rapide que la meute des loups apporte au caribou vieux et malade ne sont pas l'indice d'une cruauté et d'une souffrance naturelles, mais représentent une façon de mourrir entièrement intégrée dans la stabilité écologique et dans le renouvellement organique (...) Il est faux d'équivaloir la douleur brève et le fait inconnu de la mort, qui résultent de la prédation, à l'angoisse causée par la faim, au traumatisme psychologique, à l'insécurité, au manque de soins, à la solitude, à la mort dans une guerre, au traumatisme qui dure ou à la maladie dans son stade terminal » (Murray Bookchin: *Sociobiologie ou Ecologie sociale* - Atelier de Création Libertaire - Lyon).

Fondamentalement, l'homme n'est ni bon ni mauvais, il est d'abord vivant. Rien ne justifie un saut qualitatif qui le ferait essentiellement différent de la nature qui l'environne. Comme elle, il participe à une vie universelle et cosmique. Son évolution particulière lui a sans doute permis des capacités particulières d'invention et de compréhension. Mais il semble qu'elle ait amené aussi l'angoisse et la peur de ce courant d'énergie vitale qui le relie au reste de l'univers. Cette peur, la restriction qu'elle entraîne, dans notre corps et dans tout notre être est à l'origine de la perversité dont est issue la recherche du pouvoir, comme erzats de cette vie refusée, mais dont nous gardons l'empreinte. De ce pouvoir est issue la l'aliénation économique et sociale de ceux qui n'étaient pas aussi pervers que les autres. Arrive un moment où ils se rendent compte de cette aliénation et où cela n'est plus supportable. Mais on leur a tellement mis dans la tête et dans le corps que l'avenir appartenait aux

audacieux, à ceux qui possèdent le pouvoir économique et social, qu'ils ne peuvent imaginer d'autres schémas que celui de la conquête de ce pouvoir et d'un retournement de situation qui ferait des esclaves, les maîtres.

LES ENFANTS DE GRENADE

Les enfants de Grenade, à ce qu'on dit, ont accueilli les jeeps des Américains « libérateurs » aux cris de « Vive l'armée révolutionnaire ! ». Ça a créé une certaine stupeur. Est-ce que vraiment ils n'avaient rien compris, ou est-ce qu'ils se fichaient des Américains? Quoi qu'il en soit, cette attitude était sans doute la seule possible. Lorsque les « Grands » s'affrontent sur notre dos, avec des armes face auxquelles on ne peut être qu'impuissants, et pour des enjeux par lesquels on n'est concerné qu'en tant que victimes, les seules armes qui nous restent sont celles de la dérision. Nous ne pouvons que refuser de jouer le jeu auquel on veut nous entraîner et nous livrer au seul qui vaille la peine de vivre, et peut-être de mourrir, pour lui : celui de l'amour, du travail et de la connaissance. Ces trois termes, selon Reich, sont les bases de la démocratie du travail, seule susceptible de nous permettre de retrouver notre place dans un univers dont nous ne pouvons, sous peine de mort, nous séparer.

« En corrompant l'esprit de communauté, en coupant court à la spontanéité qui se teint au cœur d'une réalité qui s'organise d'elle-même vers une complexité et une rationalité toujours croissantes, en restreignant la liberté, nous allons à contresens de cette texture naturelle, nous renions notre héritage de l'évolution, nous détruisons notre légitimité et notre fonction dans l'univers des vivants » (M. Bookchin, op. cité p.43).

Plutôt que de chercher à l'occuper en singeant ceux qui l'ont construite, désertons la scène du pouvoir. Nous n'y serions, de toutes façons, pas à la hauteur, et, dans une pièce écrite depuis trop longtemps, nous serions contraints de réciter, avec bien des maladroites, un rôle écrit pour d'autres que nous. Si nous portons notre regard ailleurs que sur cette scène, les acteurs qui s'y agitent ne seront plus que des fantoches dérisoires. Et nous découvrirons des espaces immenses emplis de vie frémissante.

Ce n'est pas même toujours très difficile. Il suffirait de pouvoir écouter ce qu'en vain nous avons toujours essayé de faire taire : l'insatisfaction devant une existence où nous sommes réduits à l'état de consommateurs passifs, le dégoût et la révolte que nous inspirent les flots de sang versés ici et là, au nom des grandes causes. Désertons et appelons à la désertion de ce monde dérisoire et sanguinaire. Nous savons bien que nous avons mieux à faire qu'à passer notre temps devant notre canon, devant notre poste de travail et devant notre télé, à nous désoler indifféremment des massacres des enfants libanais et des peines de cœur des personnages stéréotypés. Nous avons à vivre.

Alain

LAISSONS LE PESSIMISME POUR DES TEMPS MEILLEURS



Temps de vaches maigres pour les anarchistes si ce n'est, peut-être, la satisfaction de dire que c'est un mal «répandu» ou «nous vous l'avions bien dit». Par exemple, nous ne pouvons guère nous consoler en pensant à la crise extrême de cette extrême gauche qu'à tort ou à raison, un grand nombre d'anarchistes ont vécu, après 68, dans un rapport d'amour-haine et, de toute façon, de concurrence sur le marché de la révolution; pas plus qu'en pensant à l'échec des léninistes de la lutte armée, les plus extrémistes des extrémistes, autant dans leur version la plus ouvertement militariste, modèle Brigade Rouge, avec l'attrait morbide d'un cocktail d'hallucinations théoriques et d'efficacité d'actions spectaculaires, que dans leur version plus sophistiquée mais non moins hallucinatoire d'une violence diffuse téléguidée.

C'est une satisfaction de noter la disparition de cette mouvance de super-révolutionnaires d'Autonomia Operaia et de voir leur pontife (Tony NEGRI,

NDLR) à Montecitorio, déclarer à la télévision : «Ce n'est pas que mes camarades et moi nous opposions par principe à entrer au Parlement...» (en fait, ils ont toujours été favorables «à l'ouverture d'espace de liberté au sein des institutions»), de même qu'ils avaient été «Les seules forces à pouvoir arrêter le terrorisme». Par ces temps de basses eaux, il vaut mieux pour notre moral déjà bien bas, ne pas laisser passer la moindre occasion de nous réjouir, comme par exemple, par le taux inhabituellement élevé d'abstention lors des élections législatives de juin dernier...

...(Amedeo BERTOLO analyse les résultats du scrutin d'où il ressort que ce taux d'abstention ne serait pas dû à un refus de participation des jeunes)... que les jeunes ne semblent pas avoir exprimé, en s'abstenant, leur indifférence pour la politique. Ce n'est pas surprenant. Ce doit être difficile pour eux de renoncer aux émois de la «première communion laïque», au premier geste rituel de la société politique, sans compter leur peu d'intérêt pour l'anticommunisme.

L'indifférence politique peut s'exprimer tout aussi logiquement par le vote que par le non-vote. Si l'abstention volontaire comme le bulletin rendu nul implique une volonté de refus, aussi minime soit-elle, une attitude négative mais active en réponse au rituel électoral, par contre, l'accomplissement du

«devoir démocratique» en y impliquant autant d'émotion ou de réflexion intellectuelle que dans l'oblitération d'un ticket de bus, est un acte réalisé dans l'indifférence. Tout comme le refus du «devoir conjugal» peut être attribué à une aversion pour le sexe ou le désir de relations sexuelles plus satisfaisantes et non pas par une frigidité indifférente.

En fait, les «nouveaux indifférents» s'expriment par un vote conformiste, alors que, probablement, une part non négligeable de l'abstention des jeunes manifeste non de l'indifférence mais un refus, de même pour la majorité des «nouveaux abstentionnistes». Même en restant prudent, si l'on ne peut attribuer une valeur anarchiste au million de voix abstentionnistes, on peut estimer qu'elles offrent une disponibilité psychologique favorable au discours libertaire. Non un «je m'en fous» mais un «va te faire foutre», ce qui est très différent. En l'absence d'une théorie alternative le «va te faire foutre», peut revenir facilement au «je m'en fous».

LA TRIBU ANAR

A mon retour en Italie après six mois d'absence, fin juin, j'ai trouvé la tribu en très mauvaise santé. Non qu'elle allait mieux six mois auparavant, mais je gardais l'espoir, un peu sans raison,

qu'après avoir touché le fin fond de la crise, la convalescence avait commencé. Espérance absurde que mon scepticisme démentait, mais j'espérais malgré tout, comme on se réveille d'un sommeil en espérant trouver la solution au problème qui tracassait la veille. Mais rien de tout cela, bien au contraire, la situation de la tribu avait empiré. Par tribu, j'entends le mouvement anarchiste, ou plus précisément ces anarchistes qui se reconnaissent militants comme moi je l'entends, dans une espèce de communauté idéale. Une communauté aux frontières indéfinies, peut-être indéfinissables, cependant une communauté perçue comme telle par ceux qui la fondent, une communauté culturelle, presque ethnique faisant du mouvement autre chose qu'un parti politique. Pour certains c'est quelque chose en plus, pour d'autres beaucoup en plus ou tout autre chose.

A mon retour, malgré la crise, la tribu s'était un peu vivifiée grâce à Bettino Craxi et à ses élections anticipées. Heureusement qu'en Italie, il y a un appel aux urnes presque tous les ans (l'année prochaine ce sera, je crois, les élections régionales, puis les municipales ou les européennes...). Ainsi, ce rituel électoral nous permet une répétition fréquente et sans problème de notre rituel abstentionniste, tout en nous garantissant un mois ou deux de tracts, d'affiches, de prises de paroles sur les places, etc... En prime, avec un peu de chance, nous pourrions nous réjouir, comme cette fois, d'une petite augmentation du taux d'abstention, d'une claque, d'une claque pour la Démocratie chrétienne, d'une désillusion socialiste ou d'un effrètement léger mais significatif des communistes... Ensuite, de toute façon, il y a les congés ou les vacances et le «en Septembre ou Octobre, on verra bien» (le syndrome du : «demain, y'ra jour»). Mais que l'on comprenne bien mon ton ironique ! Moi aussi, j'ai participé avec un certain plaisir à ce rituel de l'abstention et mieux à sa solution définitive et radicale en brûlant ma carte électorale; j'ai porté un toast à ce trois pour cent de plus de non-votants... Et moi aussi, j'ai été tenté de repousser à plus tard le problème de la crise de la tribu...

ILS S'ELOIGNENT EN BOITANT

Le mouvement anarchiste est en crise, une crise grave qualitativement et quantitativement. Notre presse continue à perdre des lecteurs, les livres se vendent à peine, les groupes se défont, les contacts se relâchent et deviennent purement formels ou individuels. Les salles de réunions (celles dont on n'a pas encore mis la clef sous le pailllasson) sont presque toujours vides de personnes comme d'idées. L'activité publique comme le débat interne ont atteint des niveaux les plus bas. Les camarades fondant comme neige au soleil sont toujours plus nombreux, alléguant cent prétextes différents. Mais ces défections soudaines doivent avoir une raison commune.

La créativité, l'imagination, le désir de réaliser, l'esprit d'initiative deviennent un souvenir. Déjà, depuis quelques années, la maison était branlante, on en-

tendait les premiers craquements dans les planchers, un peu de plâtre tombait des murs mais il nous semblait encore solide ayant survécu aussi bien au reflux du néoréformisme qu'au retour «à la vie privée» ou à la catastrophe du choix de la lutte armée. Puis les premières fissures sont apparues. Maintenant tout s'effrite et l'édifice menace de s'écrouler. Certains démenagent, les uns tranquillement, les autres avec un sentiment de culpabilité. L'un est sorti en disant qu'il allait chercher des cigarettes, on ne l'a jamais revu, l'autre pris de panique, saute par la fenêtre, se fait mal et s'éloigne en boitant, se retournant pour jeter un dernier regard chargé de regret sur la maison où il a vécu tant d'années. Ceux qui restent, étayant en vain les structures qui menacent de s'écrouler. Ils se regardent épuisés, sans confiance dans l'avenir et peu soupçonneux (qui sera le prochain à se débiner maintenant ?, qui fait semblant de travailler pour, en réalité, se rapprocher de la porte ?). Quelqu'un suggère de se réfugier dans les sous-sols qui ont résisté à d'autres écroulements; mais il y a peu de places et certains sont claustrophobes.

Si cela se poursuit ainsi, on va bientôt se retrouver avec un simulacre de mouvement comme dans les années 50 et 60 même pire. Au moins, en ce temps-là, il y avait de vieux anarchistes entêtés et irréductibles qui tenaient ferme et une poignée de jeunes anarchistes têtus et passionnés pour assurer l'avenir. Aujourd'hui, les quelques «ni jeunes-ni vieux» s'essouffent ou les «jeunots» pas très sûrs d'eux ne peuvent garantir ou en promettre autant.

Enfin ! J'ai dit ce que je voulais dire. C'est peut-être maladroit, un peu simpliste ou trop littéraire, caricatural ou exagéré, mais je l'ai dit. Maintenant, je vous ferais part de la raison fondamentale qui me faisait hésiter à écrire tout ceci. J'avais peur d'aggraver la situation, de multiplier les effets dépressifs de la crise en lui donnant une voix, de déclencher la panique («mais je vous en prie, il ne s'agit pas de peste, ce n'est qu'une petite grippe !»). Aujourd'hui, je suis convaincu du contraire; alors, en avant et sans pitié (le médecin compatissant...).

EST-CE LA FIN DE L'ANARCHISME ?

La crise du mouvement anarchiste en Italie, c'est la crise de l'anarchisme (mais que s'est-il passé en France il y a 10 ans et en Espagne à présent ?). Il s'agit d'une crise, non conjoncturelle (ou pire, non seulement conjoncturelle), mais structurelle. C'est une crise historique. Si en 45 et 68 il y a eu une reprise, elle n'a été que conjoncturelle. La tendance générale, durant les «beaux jours» et dramatiquement visible aujourd'hui dans sa courbe descendante, est celle d'une crise HISTORIQUE (apocalyptique; frissons dans la salle). Est-ce la fin de l'anarchisme ? PEUT-ETRE pas de l'anarchisme (ah, soupirs de soulagement). Mais d'un certain anarchisme historiquement déterminé; oui, probablement.

Le temps est à l'optimisme, laissons le pessimisme pour des temps meilleurs. Très humoristique, non ? J'ai lu cela il y a un mois sur une affiche anarchiste suisse et je l'ai trouvé non seulement humoristique mais aussi extraordinaire-

ment capable de devenir notre mot d'ordre pour le futur proche; le mien en tout cas.

Si pendant vingt ans, j'ai utilisé le pessimisme ou pire le scepticisme d'une partie de ma personne (disons la raison) pour équilibrer l'excessif optimisme d'une autre partie (disons le cœur), il est temps que les rôles s'inversent. Vu qu'avec la situation que nous connaissons, l'émotivité tend au pessimisme (j'ai, nous avons le moral à zéro), il faut rétablir l'équilibre en poussant la raison vers l'optimisme.

La lucidité, maintenant, ne doit pas freiner mais soutenir le débat. Comment est-ce possible dans un cadre objectivement désastreux comme celui que je viens de dépeindre ? Pourquoi un optimisme de la raison, alors que selon moi, la crise du mouvement anarchiste est une crise structurelle, une crise historique ? Surtout pas un optimisme de type «tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes»; mais un optimisme qui, de façon plus utile, lie non seulement le réel au sens strict mais aussi le possible (nous avons tellement parlé, il y a deux ans, de fonction utopique (voir Imaginaire Subversif) et nous n'avons jamais nié une fonction utopique à la raison). Un optimisme qui, tout en ne mentant pas sur la crise, bien au contraire, l'analyse jusqu'au bout de l'automutilation si nécessaire et au-delà, et ouvre en les anticipant, en les construisant les potentialités positives. Je crois ces potentialités énormes (voilà que ma raison, obéissante, commence à effectuer sa fonction d'optimisme). Pour surmonter cette crise, l'anarchisme doit se transformer profondément. Il pourra alors non seulement juguler la crise, mais aussi se doter d'une vitalité égale ou supérieure à celle de son âge d'or. En réalité, si l'on veut voir les choses en face, il s'agit plus d'une crise du militantisme que de l'anarchisme. Si beaucoup désertent le militantisme, peu désertent l'anarchisme (et ceux qui tout en ne désertant pas se sentent mal à l'aise, doutent du militantisme, non de l'anarchisme). C'est un peu comme si (affreuse mais efficace analogie) des milliers de prêtres jetaient leur soutane aux orties (que les orties me pardonnent) parce qu'ils ne supportent plus les contingences du métier et/ou parce qu'ils ne croient plus en la fonction de l'Église bien que restant chrétiens. Bien sûr, l'anarchisme des «ex» est un anarchisme réprimé et mélancolique mais, avouée ou non, reste la conviction, pour la plupart, que l'anarchie comme philosophie de l'homme et de la société est une très belle chose. Ce qui a commencé à faire défaut et manque de plus en plus, est la confiance dans le sens du militantisme, surtout dans sa forme de «faire de la politique» et dans le possible de notre belle révolution. La validité de l'anarchie comme philosophie de l'homme et de la société n'est pas une nostalgie pathétique d'«ex» ou une foi forcée de militant. Je suis objectivement convaincu que l'anarchie a, en soi, une force, une richesse et une fraîcheur inépuisables, que les revivals idéologiques (néomarxistes, néolibéraux,...) ne font que mettre en évidence; j'en veux pour preuve l'utilisation effrontée des cosmétiques libertaires dans les nouveaux maquillages idéologiques. La contre-culture des années 60, le féminisme des années

70, le pacifisme de 80, la nouvelle sensibilité écologique et aussi les phénomènes sociaux-musicaux folkloriques (punk) avaient et ont encore beaucoup d'éléments tirés de l'anarchisme; si bien que des camarades pensent qu'ils pourraient et peuvent se substituer au mouvement anarchiste. Si ce n'est pas un phénomène passager de nécrophagie culturelle, cela veut dire que l'anarchisme est un aliment sain et tonique. Si 68 a provoqué dans le monde entier une reprise de l'anarchisme, c'est parce qu'il était aussi, en partie, une révolte culturelle à coloration libertaire; mais canalisée dans des formes théoriques et des pratiques stériles, cette reprise a eu le souffle court (pas si court que ça heureusement) et s'est manifestée en Europe du moins en un phénomène conjoncturel. Les pratiques proposées ne pouvaient être que stériles car elles reproposaient un anarchisme obsolète.

Quel anarchisme alors ? Celui qui s'est formé en tant que juxtaposition heureuse — mais historiquement contingente — d'une philosophie de liberté, d'égalité et d'un contexte social « objectivement » révolutionnaire ou celui, qui, de cette juxtaposition, s'est développé comme une variante libertaire du socialisme révolutionnaire ? Mais déjà la crise générale de l'anarcho-syndicalisme des années 20 et 30 signalait la crise de cet anarchisme, le contexte ayant substantiellement changé. Si l'on pouvait encore s'illusionner, jusqu'à la chute du fascisme, en attribuant la clause du déclin de l'anarchisme à la répression, la reprise éphémère d'après-guerre aurait pu rapidement éclaircir les choses. Dans les années 70, nous n'avons pas fait mieux que de reproposer, en le caricaturant, ce modèle d'anarchisme obsolète, un semblant d'actions politiques qui, vu le contexte, ne pouvaient se réduire qu'à répéter dans les tracts, les journaux ou les manifestations, des variantes plus ou moins sophistiquées du « vive l'anarchie ». Le résultat ne pouvait être différent ! Ennui et frustration; crise, évidemment, tôt ou tard.

POUR UNE CAMPAGNE ANTIDEPRESSIVE

Mais cette crise, aussi grave soit-elle, ou justement parce qu'elle est grave, peut être salutaire. Ce peut être finale-

DEBATS AU CENTRE MAX NETTLAU

Le centre de Documentation Max Nettlau informe les personnes intéressées des exposés-débats qui suivent :

- Vendredi 13 janvier: les anarchistes face aux enjeux de la technologie (par Georges Ribeill)
 - Vendredi 10 février: Anarchisme, marxisme, communisme libertaire (par Daniel Guérin)
 - Vendredi 9 mars: introduction à la pensée de Proudhon et présentation des éditions du groupe Fresnes-Antony (par Hervé Trinquier).
- Les réunions ont lieu de 20 h à 21 h 30 au 15 rue Gracieuse, Paris V (métro Monge).



ment l'occasion d'y voir plus clair, sans illusions (ce n'est pas difficile) mais aussi sans angoisses (c'est plus difficile); une chance qui nous oblige pour survivre à repenser l'anarchisme de fond en comble; pourvu que l'on réagisse vite à ce sentiment de défaite et d'impuissance qui se répand insidieusement. Pendant des années, je me suis occupé des campagnes anti-répressives; maintenant, il me semble beaucoup plus important de lancer une campagne antidépressive.

Le fil de mes pensées est encore tout enchevêtré et le sera encore quelque temps. Mais je crois en avoir trouvé le bout pour commencer à le démêler. L'anarchisme de 1800 qui a survécu jusqu'à présent avec quelques remises à jour, ne fonctionne plus depuis au moins un demi siècle. Il survit, d'accord, mais avec des crises périodiques et une tendance inexorablement descendante. Il nous transmet un mélange d'éléments anciens et très actuels car (excusez mon emphase) universellement valables et donc toujours d'actualité; si valables qu'on se les fait piquer à droite et à gauche, par petits morceaux neutralisables. C'est de plus un anarchisme appauvri dans ses manifestations tant et si bien qu'il ne peut s'exprimer (ou presque) que sous la forme d'un anarchisme politique sans pour autant, et c'est paradoxal, donner des perspectives politiques à pratiquer ici et maintenant. Entre une improbable révolution prolétarienne et des voies démocratiques glissantes, il semblerait qu'il n'y ait d'espace que pour la parole, par pour l'action. L'impasse est inévitable.

Pour en sortir, on doit inventer un anarchisme différent, dans lequel on conserve le « noyau dur » du vieux anarchisme (mais qu'est-il exactement ? Pensons-y et discutons-en sérieusement), parce que, sans ce noyau dur il n'y a pas d'anarchisme, ni ancien, ni nouveau; que l'on enveloppe ce noyau d'une pulpe de pensées et d'actions flexibles, adaptables, expérimentales, discutables, absolument non dogmatiques; que l'on in-

vente aussi un anarchisme changeant et multiforme dans lequel puisse se reconnaître le militant mais aussi le poète, qui ait en lui la lutte mais aussi la vie, qui reflète tout ce qui dans les comportements individuels et collectifs, bouge dans le sens libertaire et se reflète en eux...

Un anarchisme vu comme grand transformateur de l'imaginaire social et, qui nie la domination sous toutes ses formes, dans tous les « lieux » culturels, dans lequel il s'est infiltré depuis des millénaires, depuis les relations sexuelles jusqu'aux institutions politiques, du langage à la technologie, de l'économie à la famille, depuis les sentiments jusqu'à la rationalité. Cet anarchisme ne connaîtrait pas de crises. Il les chevaucherait; la crise de reconversion de ceux qui ont trente ou quarante ans, déçus de la politique et mal à l'aise dans la société; la crise identité des très jeunes dont 10% d'après un sondage réalisé il y a deux mois, ne se reconnaissent dans aucune des structures politiques et pensent qu'il faudrait radicalement transformer la société; la crise d'impuissance des ouvriers en colère, des ménagères malheureuses, des jeunes désespérés, des non-intégrés, des désintégréés, des chômeurs; la crise d'ennui de... ETC.

C'EST UN MESSAGE D'OPTIMISME

Un anarchisme comme grande transformation culturelle. Il est évident qu'un changement de cette envergure ne peut s'opérer qu'à long terme et s'amorcer dès maintenant dans les formes et avec les rythmes que la réalité d'aujourd'hui et notre volonté rendent possibles; sans attendre la révolution (mais sans nécessairement y renoncer) et sans se désespérer si celle-ci n'apparaît pas probable, ni pour demain ni pour après-demain. La révolution ne doit pas commencer maintenant; en fait elle a déjà commencé depuis plus d'un siècle, car même si le vieux anarchisme a fini dans un cul de sac (plus par notre faute que par celle de nos « pères » et sûrement pas par celle de nos « grands-pères » pour qui il était un instrument parfaitement adapté), il avait cependant en soi tous les éléments essentiels de la grande transformation et il est certain que plus d'un changement culturel de signe libertaire de ce dernier siècle a été directement dû à ces éléments. Et que d'hommes et de femmes extraordinaires a produit le vieux anarchisme ! Quelques uns d'entre nous ont eu la chance d'en connaître personnellement certains de ce « grand cru » qui a disparu en partie ou en train de disparaître; c'est grâce à cette connaissance directe que l'anarchisme ne nous a pas seulement transmis dans une certaine mesure l'idée de la valeur polyédrique de l'anarchisme. Et c'est aussi en pensant à eux que je lance ce message d'optimisme. Nous avons à notre disposition une veine d'or fantastique. Arrêtons de creuser dans la même direction et ne nous désespérons pas en croyant le filon épuisé ! Cherchons dans d'autres directions.

Amedeo BERTOLO

Traduit de Volontà n°3 1983
Les intertitres sont de la rédaction

CORSE Le bâton pour les indépendantistes

Après l'intermède des présidentielles et avec la dissipation du mirage socialiste en Corse, Etat français et clandestins ont repris leur partie de bras-de-fer attentats-répression. Et de cette partie difficile, les autonomistes sont pour l'instant l'enjeu. Chacun des protagonistes cherche à les attirer dans son camp, le gouvernement en « criminalisant » les séparatistes et en piégeant l'UPC dans sa participation à l'Assemblée régionale, les nationalistes en dénonçant le mythe du statut particulier et en faisant appel à la solidarité corse contre le pouvoir étranger.

Trente mois de gouvernement socialiste, quinze mois d'Assemblée régionale. Rien de nouveau sous le soleil corse. Rien, sauf peut-être — si la chose est encore possible — davantage de scepticisme et de fatalisme dans une population qui attend toujours le changement... sans jamais réellement y croire. Davantage de plaisanteries ironiques et de remarques acerbes, aussi, par rapport aux élus claniques et à leur nouveau gadget, l'Assemblée corse.

Et pourtant, en mai 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir en France est plutôt favorablement accueillie par les insulaires. Le vague espoir populaire qu'elle représente repose sur les promesses socialistes concernant la libération des prisonniers politiques et un statut particulier pour l'île saturée de répression. Ce vague espoir conduit les clandestins à observer une trêve des attentats pendant dix-huit mois. Et il pousse les autonomistes d'Edmond Simeoni à participer aux élections régionales, en août 1982. Ceci en dépit des réticences manifestées par le PS lorsqu'il doit tenir ses engagements électoraux : « l'amnistie large et généreuse » ne concerne pas certains détenus (leur libération conditionnelle est arrachée après une grève de la faim et grâce à une mobilisation générale des insulaires) ; la « refonte » des listes électorales pour supprimer la fraude se transforme en une simple « révision » sans réel effet ; le gouvernement conforte le pouvoir des clans au lieu de chercher à l'abattre — attitude qui mécontente de nombreux socialistes corses et les pousse à entrer en dissidence par rapport à leur parti. Très vite, l'Assemblée régionale s'avère une structure vide de tout pouvoir où discutent à perte de journée les notabilités politiques habituelles.

LE RETOUR DE LA RÉPRESSION

Lassés d'attendre que l'Etat montre une quelconque volonté d'« engager la Corse sur la voie du changement » (promis en des termes fort vagues), les clandestins reprennent alors leurs actions violentes... et la répression s'abat sur eux. Les prisons continentales et insulaires se remplissent ; pour juger les séparatistes, les cours d'assises pourvoient largement au remplacement de l'ex-Cour de sûreté de l'Etat. Cependant, aux larges coups de filet opérés par la police giscardienne dans les milieux nationalistes après chaque « nuit bleue », le pouvoir mitterrandien préfère une tactique carotte-bâton plus subtile, dont la finalité est d'empêcher le développement de toute solidarité par rapport au FLNC. Il tente en effet de « criminaliser » ce mouvement en l'amalgamant à la pègre, et il envoie dans l'île un « superflic » pour venir à bout du terrorisme, présenté comme l'unique obstacle au « changement » précité.



Dans un premier temps, cette démarche embarrasse quelque peu le Front : il se défend maladroitement, par exemple, d'être mêlé à l'assassinat d'André Schoch, coiffeur ajaccien racketté par téléphone au nom de l'organisation clandestine puis retrouvé mort dans le maquis le 9 février 1983 (après l'avoir nié, il reconnaît que certains « éléments douteux » se sont infiltrés dans ses rangs, affirmant les en avoir rapidement chassés). Et, tandis qu'il se défend cherche, à travers divers communiqués, à prouver la pureté de ses intentions, tandis qu'il se défend d'être un regroupement de fascistes ou de gangsters, partis et syndicats de gauche — contrairement à la ligne suivie sous le précédent septennat — refusent leur soutien aux victimes de la répression. Edmond Simeoni continue de jouer la carte de l'« interlocuteur responsable » vis-à-vis du Parti socialiste (les représentants de son mouvement à l'Assemblée corse appuient de

leurs votes les décisions prises par la « majorité relative » de gauche, condamnant eux aussi l'action violente). La presse souligne la popularité de Broussard dans l'île et le félicite pour les rudes coups qu'il porte aux clandestins... Bref, au cours du premier semestre 1983, l'opposition à l'Etat français représentée par les « nationalistes durs » semble assez isolée.

Mais bientôt de nouveaux soubresauts violents secouent la Corse, bouleversant toutes les données. Avec la disparition de Guy Orsoni, le 17 juin, les indépendantistes, d'accusés, deviennent accusateurs : ils affirment que l'Etat français a fait assassiner le jeune militant nationaliste et organisent diverses manifestations à sa mémoire. Manifestations qui rassemblent plusieurs milliers de personnes sans que les partis de gauche ni l'UPC appellent leurs militants à y participer.

Face au discours nationaliste, le gouvernement reste plusieurs semaines silencieux. Puis les inculpations pour « propagation de fausses nouvelles » se mettent à pleuvoir sur l'île. Elles visent aussi bien les dirigeants de la CCN (1) que la directrice du journal *U Ribombu*, Pascale Verdi ; Jean Bourgeois, porte-parole de l'association A Riscossa selon laquelle deux clandestins ont subi des tortures pendant leur garde à vue, que Jean-Louis Eyssartel, directeur de Radio-Corse, coupable d'avoir mentionné cette information sur les ondes...

Ainsi les pouvoirs publics accentuent-ils leur politique répressive. Mais quand survient le meurtre du sous-préfet Pierre-Jean Massimi, le 14 août, à leur tour ils paraissent gênés. Tout d'abord, ils refusent de voir dans cet acte un attentat politique, laissent la presse souligner la réputation de joueur et coureur de jupons du haut fonctionnaire décédé, et se gardent bien de se faire représenter à son enterrement. Cependant, le 21 septembre, le FLNC revendique l'assassinat de Massimi, défini comme « l'un des principaux organisateurs » dans l'enlèvement de Guy Orsoni, et celui — survenu le 10 septembre — de Félix Rosso, qui « travaillait pour les services secrets » impliqués dans le même enlèvement. De plus, les clandestins affirment que le secrétaire d'Etat à la Sécurité publique Franceschi a remis à Massimi lors de son passage à Bastia le 18 juin un million de nouveaux francs pour payer les racketteurs (gangsters barbouzards) du militant nationaliste...

En réponse, Joseph Franceschi assure avoir rencontré le sous-préfet bastiais pour régler avec lui

la carotte pour les autonomistes

les problèmes d'hébergement en Corse de vieillards habitant Alfortville (municipalité qu'il administre). D'autres membres du gouvernement, tout en taxant les déclarations du Front de « contre-vérité grossière », expliquent qu'une enquête va être faite sur les déplacements du secrétaire à la Sécurité publique, d'autres encore démentent cette information...

Le 27 septembre — d'accord avec les élus corses —, le Conseil des ministres dissout la CCN. Le 2 octobre apparaît le MCA, qui décide de mettre l'accent plutôt sur l'autodétermination que sur l'indépendance. Trois jours plus tard, lors d'une conférence de presse, le Front déclare de son côté qu'il verrait dans un statut d'autonomie accordé à la Corse et à la tête duquel se trouverait Edmond Simeoni un « premier pas qui aurait le mérite de faire avancer la situation politique ». Suite à quoi, le leader autonomiste échappe aux questions des journalistes curieux de connaître son avis sur le sujet grâce à un salutaire infarctus. Et son mouvement communique un peu plus tard qu'il considère l'autonomie comme l'aboutissement de sa démarche, non comme une étape vers l'indépendance...

LE PIÈGE DE LA PARTICIPATION

L'avance faite par les clandestins à l'UPC appelle plusieurs remarques: d'une part, elle montre que les nationalistes savent la population insulaire dans l'ensemble peu préparée à se battre pour l'indépendance et qu'ils sont donc prêts à accepter un processus de décolonisation par étapes, en liaison avec la France; d'autre part, qu'ils évaluent à sa juste mesure la force du regroupement autonomiste et qu'ils perçoivent bien l'intérêt pour eux d'une rupture entre Union du peuple corse et formations de gauche.

D'abord relativement critiques par rapport à l'action des partis gouvernementaux et peu désireux de s'engager franchement à leurs côtés, les autonomistes sont rapidement devenus la force d'appoint (7 élus) nécessaire aux MRG-PS-PC (23 élus) pour faire passer leurs décisions à l'Assemblée corse (61 élus). Mais dans le même temps où elle s'opérait, cette dérive a provoqué le mécontentement de nombreux militants UPC. Mécontentement contrôlé jusqu'ici, et pendant longtemps intelligemment utilisé par les cadres du mouvement pour pousser les partis gouvernementaux à agir dans le sens qui les intéressait.

La création d'une majorité d'opposition (33 voix) au sein du conseil régional ne permet cependant plus, actuellement, d'aussi subtiles manœuvres. Depuis le 23 août, en effet, 7 élus sans étiquette (dont deux dissidents de l'UPC et des gens dits de gauche, tels Charles Santoni, du Mouvement corse pour le socialisme, ou Dominique Alfonsi, du Parti populaire corse) ont joint leurs voix à celles de la droite (RPR et bonapartistes, avec Jean-Paul de Rocca-Serra, et URP, avec José Rossi, totalisant 23 voix) contre le président MRG Prosper Alfonsi et son bureau. Ils ont ainsi pu rafler tous les postes représentant la Région aux Offices du développement agricole et de l'équipement hydraulique et à l'Agence du tourisme créés avec le statut particulier en Corse. Par leur alliance, surtout, ils ont acquis la force nécessaire pour repousser tous les projets de l'exécutif (y compris en ce qui concerne le budget) et rendu le conseil régional totalement inopérant.

Une telle situation peut déboucher sur la démission de l'exécutif (P. Alfonsi a annoncé qu'il n'en serait rien) ou sur une dissolution de l'Assemblée par le gouvernement. Mais apparemment les différentes formations ne tiennent pas à cette dernière solution, le retour aux urnes ne leur assurant pas forcément de conserver leurs sièges, et encore moins d'en gagner d'autres. Le pouvoir régional se maintient ainsi artificiellement depuis plus de deux mois, dans une atmosphère de crise latente et avec une majorité de « droite » aussi précaire que celle de « gauche » auparavant (l'élection à la présidence d'un MRG ayant été obtenue en août 1982 par le refus tant d'Edmond Simeoni que de José Rossi de se désister en faveur d'un candidat mieux placé).

Pour sortir de ce borborygme, politiciens et journalistes insulaires estiment fréquemment qu'il faut limiter le pluralisme partisan, facteur d'instabilité, en abandonnant la méthode du quotient intégral (2) utilisée lors de la première élection régionale, pour fixer le seuil d'éligibilité à 5 % des suffrages exprimés. Ainsi pensent-ils aboutir à la création d'un tripartisme droite-gauche-autonomistes... création qui ne remet évidemment pas en question le pouvoir clanique.

Les Corses n'ont en fait rien à attendre de « leur » Assemblée, caricature de décentralisation. Et ils n'ont rien à attendre de l'Etat, hormis la répression de leurs aspirations. Le changement ne peut venir du pouvoir français ou

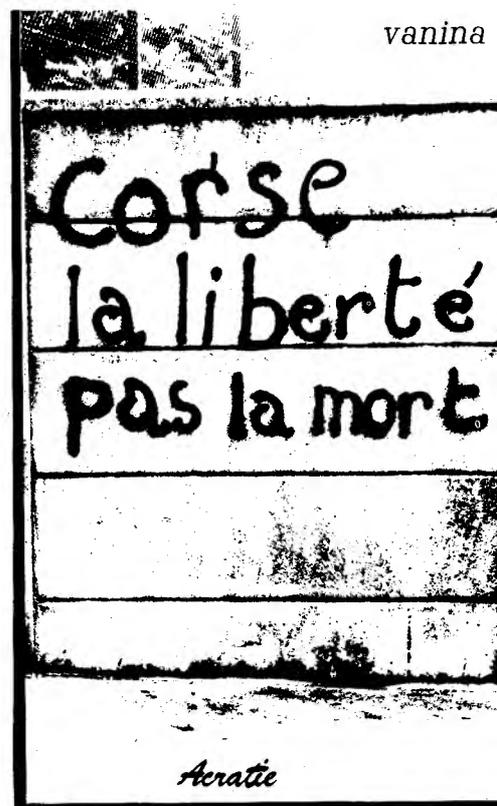
de ses représentants insulaires. Mais s'il doit venir des opposants à ce même pouvoir, son caractère « révolutionnaire » n'est pour autant pas acquis à l'avance. L'évolution de la situation dans l'île dépend pour une bonne part de la ligne que vont suivre les autonomistes. La participation de l'UPC à un conseil régional fantôme, la caution qu'elle apporte aujourd'hui à la politique gouvernementale la piègent et risquent à plus ou moins long terme de provoquer son explosion, le clivage entre sa base et son sommet s'accroissant. Par contre, le retrait de ses élus sous la pression des militants ne peut que faire éclater au grand jour l'inexistence de l'Assemblée corse. Car dans cette Assemblée élue par une clientèle clanique (beaucoup de retraités et d'assistés, donc), les forces vives insulaires (étudiants, agriculteurs, professions libérales, commerçants, petits hôteliers...), qui se situent plutôt du côté des clandestins ou des autonomistes, ne se reconnaissent pas.

• Vanina

NOTES

(1) Egalement inculpés pour reconstitution de ligue dissoute et présence d'individus en armes dans une réunion publique, un commando du Front étant présent lors de la première manifestation organisée à Vero, village des Orsoni.

(2) Quotient du nombre des suffrages exprimés par le nombre de sièges à pourvoir, soit 2231 voix pour un élu: huit conseillers (cinq sans étiquette) n'auraient pas eu de siège si le seuil avait été fixé à 5 % des suffrages exprimés (6803 voix).



TIERS MONDE ET ANARCHISME



troisième partie *

Informatique et tiers monde

L'informatisation du tiers monde (*) est un phénomène étroitement lié aux conditions générales d'industrialisation et plus particulièrement au développement de l'industrie électronique dans les « Pays du Sud ». Électronique, télécommunications, informatique... Mamelles du développement ? Moyen de résolution de la « crise » économique du monde capitaliste ? Outils de contrôle, de répression ?

L'Amérique latine, principal terrain d'essai en la matière, vaste compost de cultures, de politiques, de structures sociales, offre un excellent kaléidoscope de la « place informatique » du tiers monde.

QUELQUES DONNÉES GÉNÉRALES

L'informatisation du tiers monde... un flot de questions vient à l'esprit. Quel peut être l'impact de l'informatisation sur le travail dans des pays où plus de 40 % de la population active est « hors du circuit des emplois réguliers » ? Quel peut être l'impact de l'automatisation des firmes transnationales dans le tiers monde ? L'arrivée des robots va-t-elle provoquer un déplacement de la main-d'œuvre « bon marché » ? Un exemple significatif semble être celui de la firme Motorola qui, bien que continuant à exploiter la main-d'œuvre du tiers monde, tente de rapatrier certaines lignes de production aux USA, avançant le fait que l'assemblage automatisé est de coût égal au recours à la force de travail asiatique.

Établir des faits quant à l'impact de l'industrie informatique dans le tiers monde est acte très difficile, pour peu que l'on veuille tenir compte des caractéristiques propres à chaque pays catalogué comme « pays du tiers monde ». Les formes sociales adoptées par la technologie de communication sont aussi diverses que les pays concernés ; compte tenu du fait que les usages sociaux dépendent étroitement des rapports de force en œuvre, tant au niveau national qu'international.

Qu'elle prenne de grands airs « humanistes » comme ceux de Giscard d'Estaing en offrant des « modèles de société » comme valeur de rédemption des outils technologiques, ou qu'elle se contente d'être capitaliste, l'économie occidentale veut associer le tiers monde au nouvel ordre économique mondial. Il faudrait que, ce faisant, elle tienne compte des insuffisances des communications « entre pays du Sud » par rapport à celles existantes « entre pays du Nord et pays du Sud » ; il faudrait que la création de ce nouvel ordre économique fasse autre chose que reculer les frontières des marchés du Nord ; il faudrait que la politique de réindustrialisation du Nord tienne compte de la nécessité d'amener un développement différencié des pays du Sud.

L'INDUSTRIE ÉLECTRONIQUE ET LE PROBLÈME DES ZONES FRANCHES

Mise à part une firme brésilienne, ayant racheté une entreprise britannique

sur le déclin, et produisant sous l'étiquette « made in Brasil », la majorité des entreprises électroniques sud-américaines sont devenues des entreprises au moins mixtes, sinon totalement aux mains de firmes étrangères. La dénationalisation, à quelques exceptions près, devient monnaie courante. Dans les industries concernées, de production de biens de consommation électroniques, 89 % du capital investi est d'origine étrangère, 60 % des matières premières importées, les produits intermédiaires d'origine nationale n'ayant pratiquement pas de relation avec le produit fini lui-même (carton, bois, etc...). Ceci devient inquiétant lorsqu'on constate la part de plus en plus importante prise par les industries informatiques, télématiques, électroniques, sur le marché national. Ce problème s'aggrave lorsqu'on tient compte des interdits concernant les transferts de technologie : limitation de l'accès à l'informatique technique, interdiction de production d'articles dérivés, interdiction d'exportation de produits fabriqués avec la technologie transférée... Le Chili est le meilleur exemple de dénationalisation dans ce domaine, « grâce » à la politique de la junte, aboutissant à un résultat tel que seules survivent les entreprises capables de concurrencer les produits importés. La politique de libre concurrence permettant un abaissement spectaculaire des taxes douanières, les entreprises nationales devinrent en effet de plus en plus des entreprises uniquement commerciales, sacrifiant la production. Mais tout ceci n'allait-il pas dans le sens de la pensée des pays industrialisés, visant à permettre aux « bons sauvages » de passer directement à la société post-industrielle, les poussant pour cela à consommer et non à produire ?

L'industrie électronique prend en Amérique latine une forme de dépendance accrue par les nouvelles technologies de communication; ces nouvelles formes ne peuvent s'expliquer que dans leur rapport avec la nouvelle division internationale du travail. L'implantation de Sony au Brésil et son intention de conquête du marché vierge du magnétophone confirment l'hypothèse selon laquelle le développement technologique au service des entreprises n'a d'autre but que le contrôle : contrôle du personnel, entre autres. La logique industrielle répondant à la question d'implantation d'usines concurrentielles à l'étranger ne s'explique que par le développement international de la production et de la consommation. Ces usines, « territoires étrangers en territoire national », se sont implantées souvent selon le principe de la « zone franche », dans le but de contourner les limites de certaines législations. La zone franche ou zone de libre exportation constitue un véritable paradis pour industriels capitalistes; dans cette zone, les importations de matières premières et de produits semi-finis sont libres; l'assemblage et la fabrication de produits d'exportation, libres également

Outre l'exemption d'impôts sur les bénéfices, l'exemption de droits sur les importations, la suppression des quotas d'importation, l'exemption d'impôts sur la propriété et d'impôts indirects, ces zones offrent « l'immense avantage d'une garantie totale de stabilité politique. En effet, outre le salaire dérisoire et les conditions de vie matérielles quasi concentrationnaires, les ouvriers des zones franches n'ont presque pas ou pas du tout de droits politiques, le salaire minimum n'est pas garanti, les syndicats sont interdits, ainsi que le droit de grève et la sécurité sociale supprimée. En contrepartie de l'offre de cette main-d'œuvre quasi gratuite, les États attendent de la part des industriels une éducation technique poussée des ouvriers.

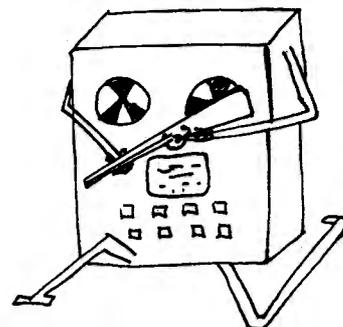
L'industrie électronique se situe ainsi à l'avant garde du processus de redéploiement géographique des infrastructures de production mondiale.

Un exemple soulignant l'hégémonie de l'industrie électronique réside dans le développement du marché des magnétoscopes en Amérique latine: un gros pourcentage de ceux-ci sont entrés en contrebande, empruntant les mêmes réseaux de distribution que la drogue. Or la contrebande n'est-elle pas un « outil » de « suppression des frontières » ? L'invasion des magnétoscopes « illégaux », bien que ne touchant qu'une frange sociale limitée, n'est-elle pas la preuve d'un besoin neuf, créé par la toute-puissante électronique ? Concernant effectivement une partie de la population dont le revenu est d'environ dix fois le revenu moyen, le marché du magnétophone contribue à marquer les disparités entre différents niveaux sociaux. Évitant à son possesseur de devoir affronter la rue le soir à la sortie des spectacles, le magnétophone devient un instrument de renforcement de la sécurité, à côté de ses frères, gadgets électroniques en tout genre. Ce besoin de sécurité personnelle, exploité par le pouvoir, contribue à la création et au développement d'un sentiment d'isolement et de peur.

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS : TÉLÉPHONE, MAIS AUSSI SATELLITES

Pour justifier le « besoin » en satellites de l'Amérique latine, la raison invoquée fut... l'éducation. Cependant, les projets mis au point au Brésil ou en Colombie en particulier, ne virent jamais le jour d'une réalisation effective. De nos jours, on ne se donne plus la peine d'utiliser cette excuse pour justifier les satellites de télécommunications. Le désir d'acquiescer des satellites nationaux est fortement encouragé par les offres de vente, faisant état d'avantages tels que : « la station qui contrôle le satellite se trouve dans le pays même; l'État peut donc l'utiliser à sa convenance ». Il devient, par ce fait, inutile de subir les contraintes du système de location de canaux du système international Intelsat (l'interdiction des usages militaires, par

exemple). L'argument massue des firmes françaises consistant à menacer les pays d'un manque de place futur sur l'orbite géostationnaire. La Colombie, le Brésil et le Venezuela ont annoncé au début des années 80 leur intention de placer sur orbite leur propre satellite; de même pour le Mexique et l'Argentine, qui voulait pour sa part lancer trois satellites, créant ainsi le plus grand réseau de communication au monde. Ces divers projets donnèrent lieu à des luttes après de la part des grandes firmes internationales de matériel téléphonique, américaines, japonaises, françaises pour les plus importantes.



Les déficiences du réseau téléphonique américain du Sud sont telles que les investissements se chiffrent en milliards de dollars sur une dizaine d'années au moins; de quoi satisfaire les firmes japonaises (NEC), américaines (ATT), israéliennes (Telrad Télécom) et françaises (Télécoms), qui se partagent le gâteau. Il convient cependant de noter que la modernisation du réseau téléphonique et du système de télécommunication en général est décisive pour la réorganisation de certains secteurs de l'État, les télécommunications ayant de plus en plus une tendance à une fonction totalisante dans le système d'information d'un pays

L'INFORMATIQUE ET LES DISPARITÉS ENTRE PAYS

Au début des années 80, le tiers monde ne représentait qu'une part très minime du marché mondial (5 à 7%). Pour ce qui la concerne, l'Amérique latine concentre 60% des moyens de diffusion du tiers monde et comprend les pays ayant atteint le plus haut degré de développement informatique relatif, cependant faible par rapport à celui des pays industriels.

En 1978, le Brésil, première puissance informatique du tiers monde, occupait la 16ème place sur le marché mondial des importations de matériel informatique, le Mexique la 20ème place. Les seuls pays africains présents dans la liste des 50 premiers clients (Algérie et Nigéria) importaient 6,5 fois moins que le Brésil (en millions de dollars). Quelques pays d'Extrême Orient, tels que Hong Kong, la Corée du Sud, la Thaïlande, entraient également dans cette liste, tandis qu'au Moyen Orient, l'Arabie Saoudite

rassemblait à elle seule la moitié de la valeur du parc installé. A noter que la plupart de ces pays sont considérés comme « nouveaux pays industriels ».

Quelques données sur le parc informatique des pays latino-américains ont été laborieusement réunies en 1980 par l'Association colombienne des Utilisateurs d'Ordinateurs; enquête laborieuse, à cause de la réticence des constructeurs IBM surtout, et donc sujette à caution: IBM remporte évidemment la palme des marchés avec plus de 55%, suivi de très loin par Burroughs, Olivetti, NCR et parfois Honeywell. Certaines études ont été faites par des chercheurs, d'IBM entre autres, pour définir les étapes de développement et le niveau d'informatisation atteints par les pays. Cependant, ces classifications souvent basées sur des données trop anciennes, ne sont qu'indicatives, d'autant plus que ce genre d'analyse est construit sur la notion de « développement et de progrès social qui anime le modèle d'expansion du capitalisme industriel ». En effet, depuis les années 50 et l'installation du premier ordinateur dans les bureaux de la Créole Petroleum Corporation, au Venezuela, l'implantation de la technologie informatique a correspondu aux nécessités d'expansion et de développement des entreprises étrangères. De plus, la formation technique dispensée aux travailleurs autochtones les lie au produit, permettant ainsi une meilleure pénétration du marché par ce même produit, et, de ce fait, amène des modèles de consommation étrangers, en particulier d'Amérique du Nord.

Cependant, la construction du modèle informatique latino-américain doit aussi tenir compte du rôle joué par les acteurs nationaux.

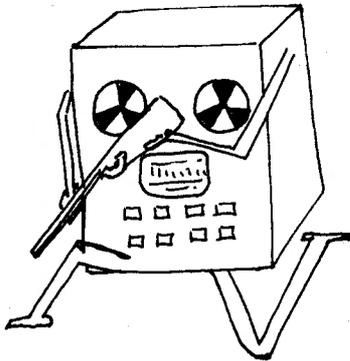
L'INFORMATIQUE ET LES ÉTATS : VERS UN DÉSÉQUILIBRE ?

La compréhension de l'insertion de l'ordinateur dans le tissu social passe par la vision de la spécificité nationale ou même locale des systèmes de communication et d'information. C'est ainsi que l'on s'aperçoit que le processus d'informatisation se fait de manière différenciée selon les secteurs de l'appareil d'État, de la société civile, de l'économie entraînant des convergences aussi bien que des contradictions entre civils et militaires, secteur privé et secteur public, techniciens et technocrates, capital national et capital international.

Un exemple important de tentative de gestion et de contrôles fiscaux a vu le jour à Panama, incitant la Cour des Comptes panaméenne à lancer un projet de contrôle populaire des dépenses publiques. Ce projet tenta de réaliser un schéma informatique décentralisé, assurant aux travailleurs une participation au contrôle, à la planification et à la gestion de ce secteur nationalisé de l'économie. Bien que décentralisée, cette approche de l'informatique gardait l'idée du contrôle central de l'informa-

tion, et bien que progressistes, les fonctionnaires panaméens n'ont pas établi de réflexion approfondie sur la notion de « participation populaire », pourtant au centre des débats. Malgré ses limites, cette initiative revêt une grande importance en Amérique latine, d'autant qu'après l'accident ayant provoqué la mort du général Torrijos et par là-même de l'État à caractère populiste par lui créé, le retour en force des officiers de droite risque de marquer la fin de ce projet.

Le Venezuela quant à lui, a pu bénéficier du système d'informatisation de ses sociétés pétrolières, nationalisées en 1975. L'accès aux banques de données étrangères (USA et Canada), jusqu'à cette date à sens unique, devrait devenir biunivoque après certains accords passés avec les Américains du Nord. Le Venezuela reste cependant marqué par une forte disparité entre les divers secteurs informatisés du pays, mais ne manque pas d'initiatives telles que l'implantation du premier télétexte à usage public en



Amérique latine, qui pourrait même voir son extension à l'usage domestique.

La Colombie montre un exemple de pays touché par le processus d'informatisation, non à travers des secteurs de pointe de l'économie, mais par un ensemble de milieux sociaux divers: documentalistes et industriels de l'alimentaire, universitaires et économistes, chercheurs et informaticiens. De leurs idées différentes de l'utilisation de l'outil informatique, et de facteurs propres à l'économie du secteur public, résulta le blocage de tout projet d'informatisation. Cependant, l'arrivée en course d'une société privée à but non lucratif, la SER, relança le débat en même temps que les discussions entre secteur public et privé. L'État pouvait-il laisser une entreprise privée accéder à des banques de données à caractère confidentiel ?

Trois pays peuvent fournir de bons exemples de politiques d'État en matière d'informatisation: le Mexique, le Chili et le Brésil.

LE MEXIQUE

Il représente, pour le marché informatique, le plus « intéressant » des pays latino-américains; le rôle de l'État, la présence de firmes étrangères ou la contrebande active à la frontière des États Unis constituent certains des facteurs

déterminants de l'expansion du marché. L'État omniprésent au niveau socio-économique ainsi que le secteur parastatique participent activement de cette expansion; la concentration des secteurs industriels s'est vue renforcée par l'outil informatique, et si les secteurs publics ont également contribué au développement de l'informatique, l'État reste plus que jamais le « grand patron de l'informatique » depuis la nationalisation des banques en septembre 1982.

Il est intéressant de noter que, contrairement aux USA, l'usage du micro-ordinateur ne correspond pas à la satisfaction d'un hobby, mais permet la modernisation des petites entreprises en particulier. Cependant, la conquête de l'enfance par les jouets électroniques est un biais très utilisé par les firmes transnationales pour atteindre le milieu des adultes. Le développement « sauvage » de la technologie informatique pose de nombreux problèmes nouveaux, en particulier à l'État. Parmi les questions soulevées, on peut noter celles-ci: quelles sont les limites du contrôle instauré sur le marché par les firmes transnationales?

Quels risques encourt le pays, et en particulier l'État, de voir diminuer sa capacité de régulation socio-politique, si tant est que le contrôle du développement informatique national lui échappe? Car comment ne pas s'interroger sur l'arrivée à la présidence en 1982 de Miguel de la Madrid, ancien membre du secrétariat à la Programmation et au Budget?

LE CHILI

L'expansion informatique au Chili est étroitement liée à la politique économique, et de par là même, suit les aléas du marché. Un réseau public de télétraitement a été créé en 1981, utilisant le réseau américain Télénét et dépend de l'ECOM (Empesa Nacional de Computacion e Informacion Ltd), créée en 68 par l'État. L'ouverture des frontières, les taxes très basses, ont conduit le Chili à renoncer à protéger une éventuelle industrie informatique nationale. Laissons ici parler un spécialiste chilien: « il n'y a aucun risque que l'informatique puisse être utilisée au Chili pour limiter les libertés individuelles. La politique, fondée sur le marché, tend justement à réduire l'ingérence de l'État dans la vie quotidienne... Au Chili, l'État autoritaire utilise paradoxalement son autorité pour réduire son autorité sur les individus. Il est donc absurde d'imaginer que l'informatique puisse affecter la vie privée... ». Ce même spécialiste avouait cependant l'impossibilité d'un retour en arrière (en matière d'informatisation et de marché), et précisait: « Je ne crois pas que le 1984 d'Orwell soit possible ici ». Cependant, si l'on écoute le général José Mutis, président d'ECOM, on note ces deux affirmations: « L'information C'EST la sécurité nationale » et « qui possède l'information possède le

pouvoir». Que penser alors du projet d'une grande banque de données sur les citoyens, rassemblant des informations allant du casier judiciaire aux antécédents civils, en passant par les infractions au Code de la route ?

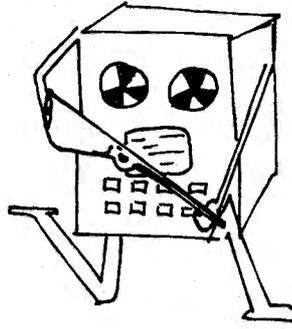
LE BRÉSIL

La politique d'informatisation du Brésil s'appuie sur l'histoire de son système de télécommunications, avec l'assortiment de contradictions quasi habituel entre pouvoirs militaire et civil, tenants de la politique liée à l'implantation de transnationales et tenants d'une industrie nationale, entre autres. Des balbutiements du réseau téléphonique à la technologie de communication par fibre optique, l'amélioration du réseau fut souvent perturbée. Une percée dans le domaine de la télématique eut lieu en 1981 sous l'impulsion de Telebras, regroupement des entreprises créées dans chaque État.

L'informatisation du Brésil s'est effectuée conjointement à un développement industriel de ce secteur, soutenu par l'État. Le service fédéral de traitement de données, créé en 1965, se lança dans la fabrication de matériel et produisit des terminaux mieux adaptés aux besoins du pays que le matériel importé. Cependant, malgré le lancement d'un projet national de construction d'un micro-ordinateur et une privatisation accélérée des entreprises de construction informatique, l'État brésilien devait permettre aux transnationales IBM et Burroughs de fabriquer au Brésil des ordinateurs de taille moyenne. Ce coup porté à l'industrie nationale de l'informatique devait mettre en valeur la toute puissance de l'État en matière de décisions industrielles. Et si certains optimistes se croient au seuil d'un âge d'or de la démocratie par accession de tous à l'information, il est significatif que le Secrétariat Spécial pour l'Informatique dépende du Conseil National de Sécurité, sous tutelle du pouvoir militaire.

Cependant, en 1981, était décidée la création d'une mini «Silicon Valley» à Campinas, regroupant divers centres de recherche en électronique et informatique, et des usines de production de matériel. Le développement du secteur informatique allait créer au Brésil une nouvelle couche de chercheurs et de techniciens, dont certains peuvent être les ferments d'une interrogation sur le rôle et l'avenir de l'informatique dans les pays latino-américains.

Bien que peu d'études aient été réalisées en Amérique latine sur «l'intégration des couches intellectuelles et professionnelles aux structures technocratiques de décision», il a été noté qu'un grand nombre d'intellectuels avaient adopté une attitude critique vis-à-vis de l'ordre établi. Néanmoins, une frange croissante de ces mêmes intellectuels, désireux d'obtenir l'accès aux décisions politiques et techniques, sont désormais acquis au système. Malgré cer-



taines attitudes contestataires et les efforts d'élargissement du débat sur les politiques nationales d'informatisation, nombre de techniciens et ingénieurs du secteur informatique sont amenés à reconsidérer leur attitude face à la société et à l'État, dans un sens plus favorable à celui-ci. Peut-être au su du précepte suivant : « Si l'État est fort, il nous écrase; s'il est faible, nous périssons ».

LA SÉCURITÉ D'ÉTAT

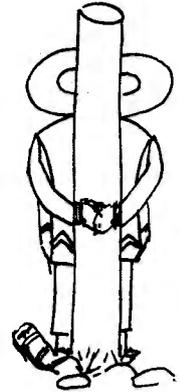
La consultation des auditions du Sénat américain se révèle être un excellent moyen d'obtention d'informations sur l'utilisation des technologies informatiques par les appareils répressifs et militaires d'Amérique latine. Rien d'étonnant à cela. En effet, l'aide technique des USA en matière d'informatique s'est portée vers des secteurs tels que l'Académie nationale de police ou l'Institut national de criminologie et d'identification au Brésil. Si les auditions mentionnaient dans les années 60 l'apport de matériel destiné par exemple à «augmenter l'efficacité du contrôle de patrouilles policières», depuis 1975 l'USAID ne fournit plus de matériel aux forces de police des pays latino-américains...si ce n'est des ordinateurs.

En ce qui concerne le mode de fonctionnement réel des technologies d'information utilisées par les forces répressives et militaires, les organismes officiels restent très discrets. Les faits suivants sembleraient pourtant être de nature à culpabiliser quelque peu les fournisseurs des technologies incriminées : «Au Chili et en Argentine, les voitures de patrouille sont équipées de terminaux d'ordinateurs. A Buenos Aires, toute personne interpellée dans la rue, doit produire une carte d'identité magnétique permettant une information instantanée sur ses antécédents».

Et que penser de ce témoignage rapporté par la revue «Computer Decisions», concernant un prêtre catholique arrêté en Uruguay et interrogé sur les activités d'un autre prêtre catholique, au sujet duquel la police produisit une fiche informatique très détaillée, portant notamment la copie de son carnet d'adresses et de téléphone ? Il est à noter que ce prêtre, de nationalité non uruguayenne, n'avait même jamais vécu dans ce pays.

L'outil informatique se voit ainsi appliqué à la «sécurité nationale» : quel

est son rôle exact en ce qui concerne le contrôle et la répression des individus ? Existe-t-il en la matière, au niveau des individus, une réelle différence entre régimes autoritaires et «démocraties libérales» ? Que penser par exemple de l'accession quasi simultanée du Brésil et de la République dominicaine au système sophistiqué de contrôle informatique des passagers dans les aéroports ?

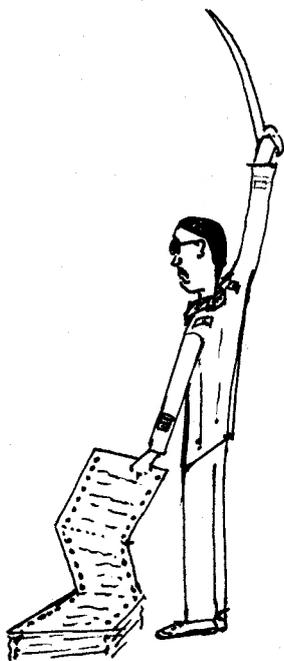


EN CONCLUSION

Il resterait à parler plus longuement des «flux transfrontières de données», afin de bien saisir toute l'importance des réseaux télématiques internationaux, des banques de données et des transmissions de ces données entre États.

On pourrait aussi mettre l'accent sur le rôle prépondérant de la firme transnationale IBM, qui, sur le «marché du tiers monde» comme ailleurs, s'attache à faire les plus gros bénéfices tout en inculquant la notion que ses buts, ses études, ses moyens, ses performances sont les meilleures afin d'asseoir et de développer encore sa puissance tentaculaire. Dans le tiers monde, comme ailleurs, «IBM is watching you».

En ce qui concerne plus particulièrement l'Amérique latine, on peut affirmer, et ceci contre les «promoteurs et les décideurs», que l'informatisation conduit à une centralisation croissante des décisions économiques et institutionnelles. En aucun cas, l'individu ne sera consulté sur les choix technologiques adoptés; la participation des individus à ces choix sociaux est automatiquement exclue; jamais on ne se posera la question de savoir si la «solution informatique» apportée est effectivement la bonne; d'autant plus que l'implantation de nouvelles technologies ne fait en général qu'accroître des disparités déjà prononcées : quels seront par exemple les bénéficiaires de l'expérience «vidéotex» au Brésil quand on sait que les possesseurs d'un poste téléphonique sont une minorité de privilégiés dans la classe sociale la plus aisée ?



En fait, la décentralisation proposée, en « désagrégant les formes de vie communautaire et le pouvoir du collectif », ne fait qu'exacerber l'individualisme, provoquant une « atomisation » de la société. La question des flux transfrontières de données, alliée à l'atomisation volontaire de la société, pose très clairement la question des droits de l'homme. L'individu, dans une telle société, soi-disant décentralisée, n'est vu que comme un atome isolé, dont les intérêts coïncident avec ceux de tous les autres individus; nulle part, il n'est question de subjectivité de l'individu ou de « privacité ». Les mille et un moyens de fichage informatique des individus (cartes de crédit, possibilités d'accès à des banques de données...), viennent renforcer la notion de « sécurité nationale » abritant le « permis » et « l'interdit ». La technologie informatique ne peut que renforcer le non-respect de la vie privée des citoyens de pays où courrier, communications téléphoniques et moindres gestes « privés » sont contrôlés.

On est encore très loin de l'information gratuite et donc d'accès général, encore plus loin de l'espoir de voir le « pouvoir » entre toutes les mains, si tant est que l'information donne le pouvoir.

Deux - Pattes

(*) Cet article est largement inspiré des articles de A. Mattelard :
- « L'Informatique dans le Tiers Monde » in le Monde diplomatique, avril 1982.
- « Le Sous - Équipement du Tiers Monde » in Les dossiers du Monde : L'Informatique aujourd'hui, ainsi que de son livre : L'Ordinateur et le Tiers Monde, écrit en collaboration avec H. Schmucler.

Les mouvements millénaristes

L'histoire de la colonisation dans le tiers monde est jalonnée d'émergences de mouvements populaires radicaux, à caractère religieux. Ces mouvements appelés messianiques, nativistes, de « réveil » ou encore millénaristes ont, généralement, été jetés aux oubliettes de l'histoire par les révolutionnaires du tiers monde, tant leur originalité les rendait difficilement intégrables dans des schémas imprégnés de marxisme-léninisme.

Dans la suite de cet article, on choisira le terme de millénariste, qui, pour faire référence à la religion chrétienne, n'en permet pas moins de rendre compte des similitudes entre mouvements éloignés dans le temps et l'espace. Le millénarisme chrétien est basé sur des prophéties, venant en droite ligne de la tradition juive, selon lesquelles après la venue de l'Antéchrist et l'Apocalypse qui suit, « les âmes de ceux qui avaient été décapités à la hache pour le témoignage de Jésus et pour la parole de Dieu » vivront et régneront avec le Christ durant mille ans (cette période de mille ans étant appelée le Millénium). Cette époque est suivie d'une résurrection universelle des morts et du jugement dernier, la nouvelle Jérusalem descendant sur Terre et ainsi, « il n'y aura plus ni douleur, ni cris, ni travail »... Déjà, les premiers chrétiens sautaient allègrement l'étape « spirituelle » (les âmes régnaient avec le Christ) et, assimilant les martyrs aux fidèles, attendaient la venue du « Paradis sur Terre » de leur vivant. Ce type de prophétie se retrouve, en ce qui concerne l'essentiel, dans la culture de la plupart des peuples de la Terre, chrétiens ou non-chrétiens. Espoir, en temps de crise intérieure profonde, des peuples baignant dans la pensée magique, l'attente du héros mythique et de la venue d'une ère nouvelle fut le vecteur de mouvements révolutionnaires importants, notamment au Moyen Age, en Occident et dans les pays islamiques (attente du Mahdi (1)).

Le schéma millénariste commun à presque toutes les cultures (avec évidemment des variantes importantes dans la forme) va se réactiver dans les régions du monde soumises à la colonisation. Bouleversement de l'équilibre interne des peuples, oppression des colons blancs, imposition de la religion chrétienne, racisme, ces chocs culturels et sociaux sont à l'origine d'une crise profonde des sociétés investies par le colonialisme. Le millénarisme fut la réponse la plus radicale à cette oppression, à cette menace de désintégration intérieure des peuples opprimés. Le millénarisme a créé un espace nouveau où la révolte populaire pouvait s'exprimer dans toute sa profondeur : les éléments culturels du passé comme du présent (la propagande chrétienne des missionnaires) sont réélaborés, utilisés dans des sens nouveaux, il y a des renversements étonnants, toute une alchimie subversive se construit. Tel groupe africain s'identifie au peuple élu hébreu, tandis que des Christ noirs fleurissent dans tout le continent; en Nouvelle-Guinée les Blancs sont accusés de détourner les produits européens arrivant par bateau, produits qui seraient, en fait, le fruit du travail des ancêtres des indigènes, destiné à assurer le bien-être éternel à ceux-ci. Dans tous les pays du tiers monde, les millénaristes retournèrent contre les Blancs leur arme idéologique : du bon emploi de la religion lorsque toute autre critique fait défaut!

LE SALUT PAR LA RÉVOLTE

On peut comprendre la force révolutionnaire du millénarisme, et sa faiblesse intrinsèque, en explicitant les caractères que présente le « salut » espéré.

« Sectes ou mouvements millénaristes dépeignent toujours le salut comme :

- Collectif, en ce sens que les fidèles doivent en bénéficier comme collectivité;
- Terrestre, en ce sens qu'il doit se faire sur cette terre, et non pas dans un paradis appartenant à un autre monde;

c) Imminent, en ce sens qu'il doit venir et bientôt et soudainement ;
d) Total, en ce sens qu'il doit complètement transformer la vie sur Terre, si bien que la nouvelle Loi sera non pas une simple amélioration du présent, mais la perfection même ;

e) Miraculeux, en ce sens qu'il doit être accompli par des agents surnaturels, ou avec leur aide.» (Norman Cohn (2))

— Salut collectif : il s'agit de resouder une communauté menacée par la décomposition interne due au colonialisme (3), et parfois cette conception de la communauté est plus large que la conception traditionnelle, elle dépasse les frontières ethniques et tribales. Ainsi, par exemple, la « Ghost Dance » (Danse de l'Esprit chez les Indiens d'Amérique du Nord), terme qui désigne une série de mouvements très apparentés, rétablit par l'utilisation de théories et de pratiques millénaristes similaires une communication étroite et à grande échelle entre tribus différentes, ce que la simple lutte ponctuelle contre les Blancs n'avait réussi à établir, et encore rarement, qu'à petite échelle.

Cette reconstruction de communautés en lutte ne se traduit donc pas, sauf à quelques exceptions près, par un simple repli sur le passé. Le millénarisme incorpore des éléments traditionnels mais ne se confond pas avec un retour en arrière, il reconstruit une communauté humaine autour d'une nouvelle conception de la vie. Ainsi, en Afrique, on peut trouver des mouvements « sionistes » (identification avec le peuple élu de Jéhovah) tandis que la majorité des mouvements seront antifétichistes ou antisorciers (ce qui n'indique pas un abandon de la magie mais une utilisation nouvelle). Au Kenya, la secte ultra-violente des Mau-Mau a utilisé un mode d'organisation où l'on retrouve le principe de cohésion des anciennes classes d'âge. C'est à partir d'une critique du passé et du présent que se reconstruit cette communauté des opprimés autour du millénarisme.

— Salut terrestre et imminent : Le fantôme s'ancre dans la réalité, il doit se réaliser « ici et maintenant », cet espoir éloigne le réformisme religieux habituel. Même dans le cas de l'attente passive, il y a une rupture radicale avec l'ordre du monde, rupture extrême ; refus de contact avec les Blancs, arrêt de tout travail, abattage du bétail, rupture plus « douce » avec le non-paiement des impôts, le refus des services, etc. Ce qu'on appelle aujourd'hui la désobéissance civile.

Certains mouvements s'installent dans des villages considérés comme des nouvelles Jérusalem, foyers subversifs inacceptables pour les colons ; ainsi, par exemple, les fidèles du prophète Mgijma se font-ils massacrer en refusant violemment l'évacuation du village de Bullboek (Afrique du Sud, 1921).

En Amérique du Sud, ce sont les migrations célèbres des Tupi-Guarani à la recherche du « pays sans mal ». Au Soudan oriental, les partisans de Mohammed Ahmed, qui se faisait passer pour le Mahdi, s'assureront le contrôle de la région durant treize ans après une violente lutte contre les gouvernements égyptien et anglais.

— Salut total : La vision de l'Age d'or s'articule autour des thèmes fondamentaux de l'égalité, de la répartition des richesses selon les besoins, de l'abondance, mais aussi de la vie éternelle (avec résurrection des morts le plus souvent), de la fin du travail et de la douleur. Suivant les situations, ce sera le contenu social ou le contenu « magique » qui seront le plus mis en avant, toutefois ce contenu social sera toujours présent, en coïncidence avec les espoirs de la classe pauvre et déshéritée qui constitue la base sociale presque unique du millénarisme. Ainsi, l'ambassadeur français en Perse, Gobineau, comparait-il le programme du fondateur du babisme (qui se présentait comme le Mahdi venu sur Terre) à celui de Proudhon.

— Salut miraculeux : Le changement n'est pas compris comme l'activité propre des fidèles. Celle-ci n'est qu'une préparation au changement, on aménage le terrain en quelque sorte. (Les exemples donnés plus haut suffisent à illustrer cette idée.) Ainsi, les différents caractères de ces mouvements du tiers monde montrent la radicalité de la lutte spontanée de larges masses populaires miséreuses.

RELATIONS AVEC L'ÉVEIL DES NATIONALISMES

« Le nationalisme ne peut fournir à lui seul la clef des mouvements nativistes qui, de par leur dimension sociopsychologique et leur potentialité historique, témoignent d'une grande richesse de sens. Sur le plan de la psychologie des religions, ils renvoient aux attentes messianiques, au millénarisme et aux sectes eschatologiques, du point de vue de la psychologie politique ils font plus que renvoyer au nationalisme, ils portent en eux les éléments d'un « principe de révolution », une visée de subversion de l'ordre établi, qui transpa-

raît clairement dans le mythe du « monde renversé ». (W. E. Mühlmann)

Derrière ce jargon sociologique, quelques points essentiels apparaissent. En renvoyant aux mouvements similaires qui agitèrent en leur temps l'histoire, les mouvements millénaristes du tiers monde montrent par là combien le fait colonial a joué un rôle à la fois primordial et secondaire, primordial car il est à la base de la déstabilisation des peuples conquis, secondaire dans la mesure où la réaction a dépassé par l'ampleur de son contenu subversif le simple fait colonial, à l'opposé de l'éveil nationaliste qui reste, dans ses revendications mêmes, étroitement lié à la situation coloniale et qui fut porté à ses débuts par la seule intelligentsia, les mouvements millénaristes étant le fait des masses populaires.

Dès lors les relations entre ces deux types de mouvements seront ambiguës : essai de séduction de la part des nationalistes, utilisation sans scrupules des attentes millénaristes, relations structurelles étroites dans certains cas.

« Ainsi, par exemple, les fanatiques partisans de Lumumba, lors de la campagne électorale dans la province orientale, avaient promis aux masses que leur chef ferait ressusciter les morts, après l'indépendance. » A Java, où existait un fort mouvement millénariste d'origine islamique, les rebelles nationalistes communistes répandaient la théorie de la convergence des doctrines islamiques et du communisme. Au Kenya, le leader nationaliste Jomo Kenyatta est vécu comme un messie et il ne peut contrôler la révolte des Mau-Mau (dont Kenyatta est la référence centrale comme héros mythique) dans un sens strictement nationaliste. Il ne s'agit pas d'un problème culturel, la pensée magique et religieuse qui baigne les peuples en question, mais bien de profondeur de la révolte ; l'attente et la révolte millénaristes ne se laissent pas réduire à une sorte d'infrastructure du nationalisme.

Primitivisme, naïveté, fanatisme religieux... Autant de termes employés pour justifier un traitement superficiel par les révolutionnaires et historiens du tiers monde (4). Il s'agit de jeter dans les poubelles de l'Histoire ce qui ne correspond pas au spectacle d'une modernité du tiers monde (et de ses intellectuels), ce qui refuse de s'intégrer dans ces schémas d'origine marxiste. Faisant la nique à ceux qui n'ont qu'un discours misérabiliste sur le tiers monde, les peuples ont pleinement revendiqué

qué la subversion de l'ordre du monde et des hommes. Il ne s'agit pas, à l'inverse, de l'illusionner sur cette lutte, ses défauts sont suffisamment apparents pour cela, le principal étant que, comme ceux du Moyen Age, « les millénaristes devaient perdre parce qu'ils ne pouvaient reconnaître la révolution comme leur propre opération » (Guy Debord). Il s'agit plutôt d'en tirer le sens profond quant à la soi-disant prédominance des « luttes économiques ». A l'heure où les paysans brésiliens du Nord-Est se lancent dans des razzias contre les villes environnantes, ceci comme au temps du mouvement des Canados, à l'heure du fanatisme islamique conquérant, l'analyse des mouvements millénaristes

reprend tout son sens et toute son actualité.

● Nestor Parian

NOTES

(1) Héros mythique de l'Islam, dont le retour signifie l'extension de l'Islam et l'Age d'or du « chacun selon ses besoins ».

(2) « Les Fanatiques de l'Apocalypse » p. 9, 10.

(3) Dans le cas des mouvements de paysans non indiens au Brésil, il n'y a pas de problème colonial ; comme en Europe au Moyen Age, c'est la situation sociale et économique catastrophique qui est en cause.

(4) D'autant plus que ceux-ci sont très mal à l'aise devant les problèmes de la paysannerie et du « lumpenproletariat », base sociale de ces mouvements.

pouvoir l'investir dans les pays de l'Est. Capital et technologie occidentale main-d'œuvre soviétique qui ne fait jamais grève. Le rêve !

— Tout de même, une meilleure surveillance des engagements des grandes banques dans le tiers monde serait souhaitable. Imaginez la réaction en chaîne si un seul pays se déclarait en cessation de paiement. Tout le système financier occidental s'écroulerait. Ce sont les Ruskoffs qui seraient contents... »

L'inquiétude n'empêchait pas l'ancien haut fonctionnaire colonial sur la touche de savourer son repas.

« Pensez-vous ! répliqua l'homme de la multinationale. D'une part on prête de l'argent aux sous-développés pour payer les intérêts des emprunts antérieurs. Quand aux Russes, ils sont aussi dépendants du système monétaire international que n'importe qui. Ils effectuent une bonne part de leurs ventes et de leurs achats internationaux en dollars. Si le dollar monte ça augmente d'autant leurs capacités d'achat.

— Le râble de lièvre à la Piron est toujours un délice. Tout le problème est de faire mariner deux ou trois jours, dit le petit monsieur distingué. Et puis ça dépend aussi du vin que vous mettez dans la cuisson. On s'imagine que sous prétexte que c'est pour une sauce, un vin ordinaire suffit. Quelle erreur ! Remarquez en Bourgogne ils mettent de la lie de vin. »

De toute évidence, le responsable de la multinationale, qui payait l'addition mais se souciait peu de ce qu'il y avait dans son assiette, était agacé par les digressions culinaires de son vis-à-vis. Aussi ce dernier repris :

« En attendant, ne croyez-vous pas qu'on devrait donner un rôle accru au Fonds monétaire international ? Seul le FMI jusqu'à présent a réussi à obliger les pays en difficulté à prendre des mesures efficaces pour... »

— Oh, vous savez, n'exagérons rien ! Le FMI impose des réductions dans les services sociaux, des augmentations des tarifs de transport ou de produits alimentaires de première nécessité comme moyen pour ces pays de sortir de l'impasse. Le problème est que ces pays ne sont pas riches, c'est tout. Le FMI prétend les aider en les rendant encore plus pauvres ! »

De notre envoyé spécial dans la «haute»

Deux hommes sont attablés dans un restaurant parisien connu aussi bien pour la qualité de sa cuisine que pour la discrétion des transactions qui s'y font. Le repas est bien entamé. La conversation, feutrée, reste animée.

L'homme assis contre le mur, svelte, distingué, est un intermédiaire connu dans le monde des affaires. Ancien haut fonctionnaire dans les ex-colonies, il a gardé beaucoup de relations qui lui permettent aujourd'hui d'occuper sa retraite en gagnant de quoi maintenir un train de vie digne d'un homme de sa qualité.

Son commensal est plus jeune, plus corpulent et manifestement c'est lui qui tient le rôle de l'hôte. C'est un responsable haut placé du service commercial d'une multinationale spécialisée dans l'agro-alimentaire.

L'ancien haut fonctionnaire semble inquiet.

« Mon cher, la situation devient

préoccupante, la dette extérieure de vingt pays en voie de développement n'est plus assurée. Ils risquent de se déclarer en situation de cessation de paiement. Et nous — enfin, les pays occidentaux —, que deviendrons-nous ? Imaginez que je prête de l'argent à vingt personnes et qu'elles finissent par dire : je ne peux même pas payer les intérêts de mes emprunts !

— Mais, cher ami, dit le responsable de la multinationale, vous ne seriez pas assez fou pour prêter votre propre argent, ha ! ha !

— Certes, certes », reprit l'autre. « Ce romanée-conti est une merveille. Quel moelleux ! Quelle distinction ! Tout de même, les grandes banques internationales n'ont pas été prudentes de prêter de telles sommes à des pays dont l'économie est incapable d'en assurer le remboursement.

— Que voulez-vous, il y a trop d'argent, voilà le drame. On ne trouve plus où l'employer. C'est une véritable suraccumulation. Pendant un temps on pensait



Le plaisir qu'il avait éprouvé à faire un sort à son râble de lièvre rendait l'ancien haut fonctionnaire compatissant à l'égard des affamés du tiers monde.

« Mais enfin, des solutions ont été proposées par des gens tout à fait qualifiés pour résorber la dette du tiers monde...

— Certes, mon cher, mais il s'agit surtout de faire supporter le poids des dettes sur le plus grand nombre d'organismes internationaux de façon à alléger le fardeau qui pèse sur les grandes banques. Elles veulent avoir des interlocuteurs pour se débarrasser de leurs engagements envers les pays sous-développés, et négocier les créances qui leur brûlent les doigts, et ainsi prêter de nouveau à ces mêmes pays pour refinancer les dettes extérieures ou en contracter de nouvelles et ainsi de suite.

Ainsi le commerce international pourrait reprendre puisque depuis quelque temps les pays sous-développés ont diminué considérablement leurs importations de produits et de biens d'équipements occidentaux.

— Pourtant, ça n'a pas empêché ces mêmes pays, avec la hausse du dollar et des taux d'intérêt aux Etats-unis, d'y envoyer des sommes colossales qu'ils auraient pu utilement employer à investir. Douze milliards de dollars ont quitté le Brésil l'an dernier. Le quart du volume total des exportations du Nicaragua

correspond à des capitaux passés à l'étranger...

— Mais ça n'a rien à voir, mon bon. Vous-même, quand Mitterrand a été élu, vous n'avez pas manqué de prendre certaines mesures, n'est-ce pas? L'intérêt national, c'est bien joli. Tout dépend qui dirige la nation.

Le vrai problème n'est pas là. Les Etats-unis eux-mêmes sont endettés. Pensez un peu: 7000 milliards de dette interne. Qu'est-ce que c'est par rapport aux 700 milliards de l'ensemble des pays sous-développés? L'Europe de l'Ouest en 1980-82 a emprunté deux fois ce que les pays sous-développés ont emprunté: 300 milliards contre 150! Et alors? Le problème est que les pays sous-développés n'ont pas les reins assez solides. Ils n'ont pas les structures économiques et sociales adaptées pour tenir le coup. Ils ne pourront jamais rembourser pour la bonne raison qu'il ne faut pas qu'ils puissent rembourser. C'est l'intérêt des pays capitalistes...

— Mon cher, si je ne vous connaissais pas aussi bien, je vous soupçonnerais d'être communiste!

— ...que les sous-développés ne créent pas d'industrie car alors ils n'achèteraient plus nos produits, pire, ils exporteraient les leurs et en plus ils se mêleraient de vouloir fixer les prix des matières premières que nous leur achetons et avec lesquelles nous fabriquons les produits que nous leur vendons.

— Il est vrai, répondit le petit monsieur distingué, que les banques tirent un énorme profit de

leurs activités de crédit au tiers monde et de la renégociation des dettes. Vous ne voulez vraiment pas goûter cette gougère bourguignonne? Ce n'est plus un fromage quoi qu'elle en ait le goût, et pas encore une pâtisserie bien qu'elle en ait l'aspect... Non? Vous avez tort. Je disais donc, le débiteur paie des intérêts beaucoup plus élevés que sur les anciens crédits. Sans parler des commissions bancaires, bien sûr...

— Sans parler de la tutelle accrue des banques sur la gestion économique de ces pays, que cela provoque.

— Mais puisque vous parlez de commission, où en est notre petite affaire?

— Eh bien, cela semble bien parti. Dix pour cent pour vous, comme d'habitude, et selon la procédure habituelle...

— Mais dites-moi, demanda l'ancien haut fonctionnaire, que va-t-il en faire, votre ministre, de vos quinze mille tonnes d'aliments pour bétail?»

L'homme de la multinationale leva à demi les bras au ciel:

« Nous l'avons convaincu que son pays a besoin de développer une industrie laitière...

— Dans un pays tropical? Mais ça va poser d'énormes problèmes de maintenance!

— Eh bien, mon cher, pour que son lait ne tourne pas, nous lui vendrons en temps voulu des entrepôts et des camions frigorifiques... à crédit! A la vôtre!

— Burp!! ne put s'empêcher de répliquer le petit monsieur distingué.»

(Bande magnétique retranscrite par Raoul Boullard.)

Quel anarchisme pour le tiers monde ?

Quelques remarques. Pour certains le tiers monde n'est pas le champ favorable à l'anarchisme. Des théories les plus aberrantes sont développées, surtout en Occident, pour appuyer cette constatation. En effet, la plupart de ces raisonnements sont basés sur les dogmes traditionnels concernant la nécessité de l'accumulation capitaliste ou du développement des forces productives.

Autrement dit, suivant ce schéma, il faut soutenir la stratégie du matérialisme historique, et pourquoi pas la tactique de la dictature du Parti ou de l'Etat national (comme certains l'exigent pour le Liban) pour développer les pays du tiers-monde et favoriser donc l'avènement des sociétés anarchistes !

Ces idées sur la lutte préalable pour « l'indépendance nationale », pour le « développement » et la « coopération économique » deviennent d'autant plus dangereuses quand on voit qu'aujourd'hui elles correspondent aux plans des impérialistes de mener des projets de développement capitaliste dans ces pays (1).

Il existe également un autre type de raisonnement, plus volontariste que le premier, selon lequel la faiblesse du mouvement anarchiste dans le tiers monde est liée à l'absence d'une vaste propagande des théories anarchistes. C'est-à-dire que cela est lié à la formation des individus se revendiquant de l'anarchisme, comme le cas des émigrés italiens et espagnols aux USA, pour pouvoir « exporter » l'idéologie anarchiste vers ces pays. Ce raisonnement me paraît plutôt proche des méthodes léninistes, qui se prennent pour les vecteurs de la conscience révolutionnaire, qu'une vue anarchiste sur la révolution sociale.

Dans le meilleur des cas, les

partisans de cette voie avant-gardiste pensent trouver une place dans un « Comité de Salut National » ou avoir un poste de ministre (comme en Espagne en 1936-39) pour mieux rendre service au peuple !

Bref, au lieu de chercher une statistique sur le nombre de groupes anarchistes et de leurs militants dans tel ou tel pays, qu'on m'a souvent demandé à propos de l'Iran, il vaut peut-être mieux laisser cet esprit cartésien et s'intéresser plus profondément à la réalité quotidienne et aux nouvelles formes que peut prendre la contestation populaire, et aux mouvements spécifiquement anarchistes dans ces pays.

LE MARXISME DANS LE TIERS MONDE

Les marxistes sont unanimes pour défendre le mode de production capitaliste comme stade nécessaire et progressiste dans le développement des forces productives. Selon eux, le changement social et la révolution seraient inévitables à partir du moment où le développement des forces productives serait entravé par les rapports de production

dominants. Cette vision économiciste et matérialiste de l'histoire constitue la base de toutes les théories et de tous les programmes des partis marxistes. Voyons-en les conséquences :

Selon Marx et Engels « par le rapide perfectionnement des instruments de production et l'amélioration infinie des moyens de communication, la bourgeoisie entraîne dans le courant de la civilisation jusqu'aux nations les plus barbares » (sic !) « La bourgeoisie supprime de plus en plus l'émiettement des moyens de production de la propriété et de la population. Elle a aggloméré la population, centralisé les moyens de production et concentré la propriété dans un petit nombre de mains. La conséquence fatale de ces changements a été la centralisation politique. Des provinces indépendantes, tout juste fédérées entre elles, ayant des intérêts, des lois, des tarifs douaniers différents, ont été réunies en une seule nation, avec un seul gouvernement, une seule loi, un seul intérêt national de classe. » (2)

Le programme des partis communistes ne serait qu'une meilleure planification et centralisation de l'économie capitaliste afin de mieux développer les forces productives.

La dictature du prolétariat aurait donc, suivant cette logique, comme tâche d'arracher « point à point tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat. » (3) Par conséquent, toutes les politiques et tous les moyens sont bons s'ils vont dans le sens de ce matérialisme historique. Marx et Engels se permettraient de traiter





les autres civilisations de barbares, de justifier le colonialisme et même le militarisme bismarkien : « Les Français ont besoin d'être rossés. Si les Prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir d'Etat sera utile (*sic* !) à la centralisation de la classe ouvrière allemande. » (4)

Lenine construit le capitalisme d'Etat, selon ses propres aveux, et installe le système tayloriste dans la production pour développer les forces productives qui permettent le passage à la phase socialiste. Marchais demande aux travailleurs immigrés de produire français au nom du même principe.

Le PC iranien a soutenu la réforme agraire du Shah (qui permettait de développer les rapports capitalistes dans la campagne) (5). Il demande également au régime de Khomeiny de nationaliser, c'est-à-dire : centraliser, étatiser les secteurs économiques pour pouvoir développer l'économie du pays. Il dénonce du même coup les ouvriers qui font grève comme « les saboteurs de l'économie nationale. » Enfin la prise du pouvoir et la dictature du Parti est justifiée pour développer les forces productives dans les pays du tiers monde, où la bourgeoisie autochtone ne peut pas assumer son « rôle historique » (selon Trotsky).

Voilà pourquoi les marxistes participent, ou cherchent à diriger, tous les mouvements nationaux qui peuvent donner naissance à un Etat fort et responsable !

QUEL MOUVEMENT NATIONAL ?

Nous, les anarchistes, nous n'avons pas l'intention de remplacer un Etat par un autre ni

instaurer les nouvelles structures du pouvoir. Nous ne pouvons donc pas agir sur cette base purement politique. Par contre, on peut prétendre mieux comprendre les oppressions, les révoltes et les désirs de lutte contre toute forme de domination. Car nous n'avons ni schéma pré-établi sur la marche de l'histoire ni programme tout fait, ni désirs de diriger la société. On est partie intégrante de la société et notre programme de lutte n'est qu'une critique anti-autoritaire, par l'action directe, des rapports socio-économiques qui nous entourent. Cela nous met aux côtés des milliers d'opprimés et d'exploités, qui n'ont aucune base de l'idéologie anarchiste, mais qui sont capables de se révolter contre l'exploitation et la domination colonialistes, impérialistes, capitalistes, étatistes ou autre.

On ne peut pas prétendre être anarchiste et défendre en même temps l'exploitation capitaliste ou n'importe quel projet de « développement » non plus, réduire la lutte pour l'émancipation nationale aux mots d'ordre politiques, aux manifestations et même aux guérillas. Nous ne pouvons nous exprimer qu'à travers les luttes à la base, pour pouvoir remettre en cause profondément les structures de cette domination, si on ne veut pas jouer le rôle d'un parti « anarchiste » avant-gauchiste.

Autrement dit, un mouvement national qui ne part pas de la base et ne met pas sur pied les nouvelles structures d'un changement social serait récupéré, noyé immédiatement dans la course au pouvoir des « leaders », des partis politiques ou des Etats (prétendument nationaux, indépendants, démocratiques, révolutionnaires, socialistes, etc.)

L'exemple de l'Iran est significatif. La révolte contre l'absolutisme étatique et la domination étrangère a donné naissance à toute une floraison de luttes. Aux révoltes régionalistes s'ajoutent les occupations de terres, de logements, de palais, d'usines, de ministères, de la Radio-TV, d'ambassades, de préfectures de police et même des casernes. Ces attaques si massives et si « éparpillées » ne correspondaient nullement aux programmes d'un parti d'avant-garde ni aux plans de Khomeiny (6). Autrement dit, la lutte pour la libération nationale était partie des profondeurs de la société, et était articulée sur une révolution sociale contre les prestiges de l'Etat omniprésent, de la cour impériale et des entreprises étrangères. La révolte populaire, la spontanéité, l'action directe et

surtout l'auto-organisation et les réseaux d'entraide dans les usines, les campagnes, les administrations, les quartiers (7) (souvent sans la participation d'un militant de parti ou d'organisation quelconque) étaient la seule force motrice ayant mis à genoux les structures d'oppression étatique et impérialiste. Cette force s'est exprimée à maintes reprises pendant toutes les autres révolutions.

Ce vaste mouvement anti-autoritaire a échoué car il n'a pas eu le temps de s'approfondir, et donc d'articuler ses diverses manifestations entre elles, pour devenir une alternative révolutionnaire. Les quelques dizaines de mille de Mollah, c'est-à-dire les orateurs professionnels implantés de longue date dans la culture et les institutions civiques de la société, organisés sur les bases de milliers de mosquées, ont pu étouffer les aspirations populaires.

S'il existe aujourd'hui la censure, la répression sanguinaire contre les grèves et les révoltes, c'est que le régime n'a pas pu, depuis cinq ans, se débarrasser de ces structures autonomes. Dans les quartiers, dans les régions (kurde, turque, turkmène), dans les usines et presque partout, les anciens liens de contestation sont en train de trouver leur chemin d'expression contre l'omnipotence de ce nouveau régime. Les exemples sont multiples. Dans ce contexte, quel peut être l'impact d'un mouvement spécifiquement anarchiste ?

Le débat reste ouvert.

Azad

NOTES

(1) Voir IRL 52 : Le pouvoir du « blé », le pouvoir de la faim, ou voir l'article de Tchétche.

(2) Manifeste du parti communiste.

(3) Idem

(4) Lettre de Marx à Engels du 20 juillet 1870, extrait de « Socialisme autoritaire ou libertaire ». Tome 1, p. 156.

(5) « L'Iran libertaire ? » dans IRL 51.

(6) Tandis que l'offensive populaire détruisait les bastions de l'ancien régime les uns après les autres, le premier ministre de Khomeiny, Barzagan, discutait autour d'une table avec les généraux du Chah et les généraux américains sur la passation du pouvoir au gouvernement provisoire. Il fut également question que l'armée apporte son soutien au nouveau régime. On se souvient encore des mégaphones dans les mains des mollahs qui déclaraient que Khomeiny n'avait pas donné l'ordre de la guerre sainte !!

(7) Voir l'article « L'Iran libertaire » IRL 51.

Prison socialiste pour insoumis total



IDENTITE: CAMPANATI Thierry. Militant anarchiste et insoumis total. Premier ordre de route en décembre 81. Mandat d'arrêt en date du 15 décembre 82.

SIGNE PARTICULIER: J'ai testé pour vous les geôles socialistes.

Le jeudi 10 novembre 1983, les gendarmes de Lyon 9ème m'arrêtent chez mes parents. Je passe aussitôt devant le juge d'instruction Hamy. Quel plaisir de constater que le gouvernement a profondément réformé et humanisé le personnel judiciaire. Le juge Hamy, ancien flic nouvellement chargé des affaires militaires est une espèce d'excité, fort en gueule, tendance réactionnaire total. Quand je lui dis que je refuse tout service, civil et militaire, et que je suis anarchiste, il bondit de son siège, me traite de poseur de bombes et me jure qu'il m'interdira tout, parloirs, etc...! Il m'incolpe d'insoumission en temps de paix et je pars faire connaissance avec la prison Montluc qui n'a, semble-t-il, pas beaucoup changé depuis que Barbie y torturait. Seul le chauffage a été ajouté. Toujours pas de WC ni d'eau courante dans les cellules.

Une semaine plus tard, le vendredi 18 novembre, je suis libéré... pour être remis entre les mains des gendarmes. Il me conduisent au quartier Général Frère (centre de sélection de la 5ème région militaire) où le médecin me déclare apte, puis au GMR 5 (Caserne Blandan - Lyon 7ème) où je refuse de porter le splendide uniforme qu'on voudrait me faire endosser. Je retourne alors au palais de justice,

où je retrouve le camarade Hamy. Il a opéré, depuis notre dernière rencontre, un subit changement de personnalité. Il est devenu mielleux, obséquieux. La première chose qu'il me dit est: «surtout n'allez pas croire que l'on veut vous faire un procès politique». Il voudrait me faire passer en procès le plus vite possible. Il ma dit qu'il en a marre de ça. Ça, ce sont les télégrammes qui s'entassent sur son bureau et qui demandent ma libération. Finalement, il m'incolpe de refus d'obéissance et je retrouve la prison Montluc.

Mardi 22 novembre, je vois le médecin militaire à la prison. Je lui annonce que je commencerai une grève de la faim vendredi. Je lui demande aussi le droit de rencontrer un psychiatre, prétextant qu'être anarchiste c'est une incompatibilité avec la vie en caserne.

Mercredi 23 novembre. Je ne le saurai qu'en sortant, mais le juge Hamy fait comprendre à mon avocat que je risque d'être réformé.

Vendredi 25 novembre. Alors que je commençais ma grève de la faim, je suis libéré après avoir vu le psychiatre militaire qui me réforme (P5). Comme je n'avais pas simulé la folie, cette réforme signifie soit que je suis vraiment fou, soit que le psychiatre avait des consignes.

En fait, je pense plutôt qu'une libération aussi rapide n'est pas étrangère au soutien dont j'ai bénéficié. Des comités de soutien s'étaient créés immédiatement après mon arrestation, principalement à Lyon et à Paris. Des opérations de harcèlement téléphonique, des envois de télégrammes se sont multipliés au bureau du juge Hamy, au ministère de la Défense, à la Mairie de Villeurbanne. Une pétition d'intellectuels circulait.

Des manifestations ont eu un écho dans la presse.

Les autorités militaires semblent avoir voulu se débarrasser d'une histoire qui commençait à trop faire de bruit. Le fait de parler de prisonnier politique semble avoir gêné un pouvoir qui se veut l'ardent défenseur des libertés et des droits de l'Homme. La réflexion du juge Hamy lors de ma deuxième visite et la réponse d'Hernu à une copine du comité de soutien vont dans ce sens.

Quoi qu'il en soit, même si j'ai dû passer par un psychiatre pour sortir de prison, même si ma libération arrange autant les militaires que moi, même si certains n'apprécient pas cette sortie par la «petite porte», je pense que cette libération est un point positif pour nous.

Positif, parce que les comités de soutien ont su créer un rapport de force en ma faveur.

Positif, parce qu'il est primordial pour les antimilitaristes d'éviter la prison.

Se battre contre la répression dont sont victimes les insoumis totaux et maintenant les objecteurs insoumis (cf. Bernard Jaudon, condamné à 6 mois de prison ferme) est, à mon avis, un de nos objectifs prioritaires et nous devons nous organiser dans ce sens, être capable de réagir immédiatement face à un emprisonnement:

Pour moi, il était important de pouvoir me présenter libre à mon procès. Je compte faire de ce procès une tribune antimilitariste et libertaire. Pour le moment, aucune date n'a été fixée, donc. Affaire à suivre...

Thierry

Contact: CIA c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.

Paris quand tu nous tiens

Certes, nous le savions, et d'un simple coup d'œil au programme des réjouissances: il n'y aurait guère de débats de fond lors de cette Assemblée générale du CODENE, en ces 11, 12, 13 novembre 1983. Mais à ce point... nombreux sont les délégués venus de leurs lointaines provinces à être restés sur une faim qui leur tordait l'estomac.

Il a fallu entendre, sans réagir, que le mot «Larzac» avait été gommé à Paris, en septembre 1981, au profit de l'étiquette «CODENE» car ce drapeau du Larzac apparaissait à «certains» comme trop restrictive...

Il a fallu entendre que, côté Euro-missiles français, «nous avons le temps», car ceux-ci ne sont qu'en projet, d'où l'aspect essentiel de la lutte contre les Pershing et les SS 20. (Diable diable, se demandait plus d'un auditeur, mais que donc cultive-t-on sur le plateau d'Albion tontaine et tonton, et faut-il être disciplinés au point de faire entrer, nous aussi, nos missiles français dans la catégorie officielle des «stratégiques», sans se demander un seul instant si par hasard ce terme de «Euromissiles» ne leur irait pas comme un gant, au vu de leurs caractéristiques techniques).

Il a fallu entendre que, «géopolitique française» aidant, tout mouvement français se doit de passer par Paris, quoi qu'il advienne. Et lorsque quelque provincialiste railleur et sans doute un peu borné eut la stupidité de réagir à cela par quelques siffotements, les heures de colle ont bien failli pleuvoir... avec sans doute avertissement écrit aux parents du garnement.

Et nous avons aussi appris que les 10 et 11 juin 1983, les organisations parisiennes, sur l'appel des CODENE, n'ont rien réussi contre la venue à Paris des ministres de l'OTAN... tandis que la malheureuse banderole «Larzac», pas rancunière pour deux sous visiblement, permettait à ce même CODENE de bondir à nouveau vers l'azur et la gloire des média, pendant ce même été. Enfin, la logique étant ce qu'elle est, vieille dame percluse aux réflexes épuisés, il fallait bien conclure de tout cela que ce n'est que grâce au volontarisme acharné de l'équipe parisienne que le CODENE a

conquis ses titres de noblesse, ce qui fut fait allègrement, merci Jacques Bertelet (MDPL), et sans rancune!

Pourtant c'était sympa son historique et sa «protohistoire» (sic) du CODENE. Avec des foules de choses passionnantes. Sûr que dans cette salle, on était tous disposés à le remercier, lui et ses copains, et chaudement, pour les très réels services rendus à la «cause». Mais pourquoi, pourquoi, au nom de quoi s'enfermer ainsi dans l'angoisse de la contestation???

On ne va pas vous l'enlever votre bébé, jeune maman, ni vous l'empoisonner! Et si on demande à le tripoter un peu, c'est simplement qu'on le trouve joli... Et puis on a envie de le voir grandir libre, autonome, fort, dégagé de toute tutelle, ce serait tellement plus sympa et enthousiasmant!

Sylvie Mantrant (MDPL) lui succédait pour livrer un maximum d'informations sur le plan international. C'était bien fait, ça permettait de mesurer quelque peu tous les efforts qui nous restent à faire, et en plus, là, c'était pas de la triche de poser des questions, la tribune semblait moins craindre les chatouilles de ce côté-là, bien évidemment.

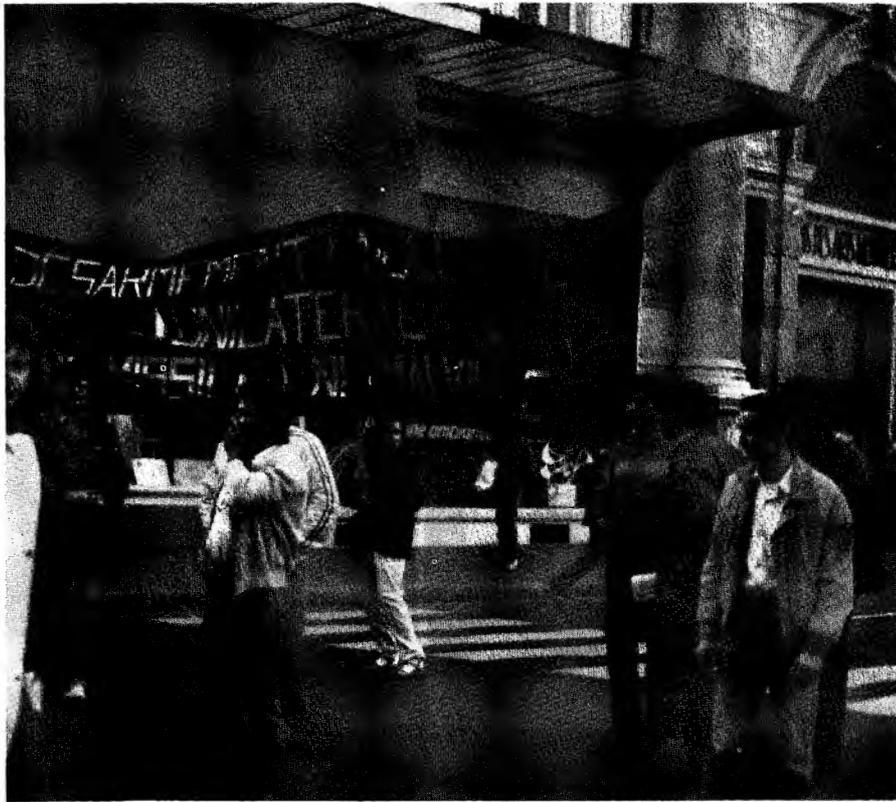
Avec J.D. Peyneau, c'est la trésorerie qui débarquait. Où il était reprécisé avec insistance les énormes efforts de bénévolat de l'équipe parisienne (en province aussi on connaît ça, merci, et certains auraient peut-être aimé que ce soit dit). Réaffirmée aussi la nécessité d'un important budget de fonctionnement, 9500 francs.

Puis Bernard Dréano (Cedetim) entreprit de nous parler stratégie (inutile d'ironiser sur la terminologie, le CODENE n'a pas, mais vraiment pas la moindre envie de se voir taxer d'antimilitarisme!). C'était savant, étayé... Je ne saurais jamais combien, dans la salle, ont sursauté à cette thèse new-look pour expliquer le largage de la bombe A sur Hiroshima. Je confesse que j'ignorais aussi que le but unique de cette explosion était d'anéantir à l'avance la résistance populaire acharnée à laquelle se serait trouvée confrontée l'armée américaine après son débarquement au Japon, si la guerre s'était prolongée de manière «classique». Sûr, ça fait politique, sérieux, et anti-impérialiste en diable d'envisager les choses sous cet angle-là. Accessoirement...

cela implique aussi (mais pas, apparemment, pour l'orateur) qu'il est donc bien vrai que la bombe A aurait épargné au Japon les souffrances inutiles d'un prolongement de la guerre! O.K., moi, je veux bien, mais il me reste alors à me demander, puisque ainsi, les explications du Département d'Etat à Washington sont justifiées, de quoi se plaignent ces fieffés Japonais? Il leur a pourtant été épargné bien des souffrances, non? Moi, jusqu'ici, bêtement, j'avais cru que les méchants Américains avaient surtout voulu faire une expérience, essayer leur truc qui fait boum (en prenant d'ailleurs à priori la précaution de laisser Hiroshima intacte jusqu'à ce jour-là, afin de pouvoir faire des mesures vraiment exactes). J'avais cru aussi qu'il s'agissait de faire peur aux Soviétiques, des fois qu'ils auraient voulu libérer le Japon d'un peu trop près... Fi de tout cela! Ça va être dur désormais de condamner Hiroshima! Enfin, on essaiera quand même! Blague à part, il s'agissait je crois d'introduire la notion d'un risque grandissant de voir quelque jour les superpuissances se débarasser, effectivement, de quelque résistance populaire encombrante par ce moyen-là, grâce peut-être à un commerce monstrueux de bombes à neutron par exemple. Bon, d'accord, mais ne pourrait-on faire l'économie de démonstrations aussi hasardeuses? A vouloir trop prouver...

Sur divers problèmes, à la suite de cette intervention de Dréano, plusieurs questions jaillissent quand même. Mais il restait si peu, si peu de temps! J'ai retenu surtout de plusieurs réflexions un grand souci d'élargir l'optique du CODENE pour intégrer au débat Est-Ouest une prise en compte beaucoup plus grande que cela n'a été fait jusqu'à maintenant des problèmes Nord-Sud. En particulier, aux insistances de Bernard Ravenel (PSU) sur ce risque grandissant de voir les «petites» bombes à neutron approvisionner les armées du tiers-monde et les conflits hors-grandes puissances, faisait écho la demande du CODENE Toulouse (Grenoble, et d'autres, à divers moments), pour que le mouvement s'ouvre aux organisations du tiers-monde, en France.

Alors, simplement, en conclusion de cette première journée, une seule supplique: Ne nous



22 octobre - Lyon - le CLAR/CODENE

refaites plus jamais ça! Quelle courtoisie il a fallu à tous ces délégués pour se taire si longtemps! Car je n'ai signalé qu'un tout petit nombre des points sur lesquels les uns et les autres auraient souhaité réagir. Quelle patience et quelle bonne volonté! Il y avait à venir le débat sur les statuts, et chacun ravalait ses questions, se réservant pour le lendemain.

Ainsi, dans un volumineux dossier qui nous avait été remis à tous, une feuille nous interpellait, «à propos des distributions de textes des Verts, de Strasbourg-Alternative, et autres». Certains groupes, à la base, avaient, semble-t-il, commis un véritable crime: l'envoi, ou la distribution directe de textes divergents par rapport aux thèses du bureau parisien, sans en passer par son secrétariat central, qui les aurait alors répercutés.

Ce genre d'action, paraît-il, «ne peut manquer d'être interprété comme une divergence grave, et comme un coup de force pour imposer son point de vue, surtout si le texte comporte une attaque directe ou voilée contre un ou plusieurs participants au collectif» (intégralement sic, je vous le jure, sur le peu d'honneur qui me reste après m'être écrasé, à Paris, devant ça). Eh! Oh! je suis peut-être naïf, mais, que je sache, la distribution directe aux groupes locaux, outre qu'elle permet des économies de timbres à Paris, outre qu'elle permet de gagner du temps, me semble être un moyen élémentaire

de communication entre des groupes qui se battent sur un objectif commun, non? Il faudrait peut-être aussi lever le doigt pour demander la permission d'aller pisser??

Il est tout de même invraisemblable qu'un mouvement qui aspire à devenir «un mouvement du type démocratique traditionnel» (J. Bertelet) se couvre de sueurs d'angoisse dès que l'un quelconque de ses composants a envie de causer un peu à ses homologues pour autre chose que passer de la pommade dans le dos des fondateurs historiques. Les différents membres individuels des groupes locaux devront-ils aussi centraliser démocratiquement leurs opinions auprès de leur chef de clan lorsqu'ils voudront confronter leurs opinions? De cela, nul n'a parlé non plus, pas le temps... Le gros morceau nous attendait, pour le lendemain.

Et nous y voilà.

Avec nos amendements à la Charte en projet sous le bras, nous avions l'air de quoi, ma mère? Dieu! Que la Démocratie est jolie!

- 1) Prenez un texte de base;
- 2) Sollicitez des amendements;
- 3) Instaurez une majorité des 2/3;
- 4) Et la nécessité de 50% des suffrages exprimés. Jusque-là, c'est super... il s'agit de bâtir un mouvement démocratique fondé sur un très large accord... rien à dire. Mais:
- 5) Refusez de synthétiser les amendements de manière à créer une nouvelle version définitive;
- 6) Tenez-vous-en mordicus au

texte initial, et surtout ne faites **jamais** voter sur ce texte-là (sinon pour le vote terminal sur l'ensemble, à la fin de l'exercice).

...et ne vous étonnez pas si, éventuellement, tel ou tel paragraphe dudit projet initial se trouve adopté avec plus de voix contre (pas beaucoup il est vrai) que de voix pour. Et oui, c'est possible, CQFD, et le CLAR-CODENE de Lyon qui avait pour l'occasion nuancé à l'extrême son propos a pu en faire l'expérience lors du tout dernier vote qui aboutit au refus d'intégrer la question des «finalités de la Défense» au texte de la Charte.

En résumé, suivant les amendements et leur nature, le chassé-croisé des refus et des acceptations d'amendements se cristallise ainsi:

- Des amendements du type «précisions dans les analyses politiques» réussissent à s'infiltrer dans la Charte. Par exemple:

- L'élimination des armes nucléaires n'est plus vue comme «l'amorce», mais comme «un élément» du désarmement mondial.

- Le CODENE affirme avec plus de vigueur son indépendance vis-à-vis des gouvernements et des blocs, ainsi que l'intérêt qu'il porte aux relations Nord-Sud.

- Par contre, des amendements remettant en cause un certain «état d'esprit» au sein du CODENE restent lettre morte:

- est rejetée toute tentative de considérer les associations politiques comme des soutiens du mouvement: ces associations demeureront partie prenante et détentrices de pouvoir décisionnel;

- il ne sera pas question que le CODENE en tant que tel s'interroge sur le bien-fondé même de la notion de défense; le CODENE s'attachera à l'élaboration d'une nouvelle politique de défense... suivez mes regards...

- pour ce qui est du Comité tarnais pour le désarmement nucléaire qui avait largement développé l'idée d'une prédominance large des groupes locaux, il lui faudra savoir qu'il ne peut guère compter à l'avenir sur guère plus qu'un bon tiers de ces mêmes groupes locaux pour soutenir de telles thèses.

Fondamentalement donc, il reste que le CODENE a pour ambition d'aider à la préparation d'une «autre politique de Défense non nucléaire». La Patrie reste une valeur sûre, et, violente ou non-violente, la Défense de l'Occident Chrétien demeure une nécessité de tout premier ordre. Il ne reste plus qu'à se mettre au Travail, et que ceux qui trouvent à cette Famille-là comme une odeur de



PHOTO MIMMO - IRL

sang chaud, comme une musique de clairon, comme une allure de drapeau, comme un goût de gégène... qu'ils aillent au diable des goulags!

Quant à la revendication posée par certains d'un retour du CODENE à ses premiers mots d'ordre, à savoir le démantèlement de la Force de Frappe française... je renvoie ceux qui s'y intéresseraient encore à un très joli conte de leur enfance: La Belle au Bois Dormant.

Restaient donc... les Statuts!

Je passe rapidement sur les conséquences logiques des votes de la matinée. Bien évidemment, le cadre politique étant ainsi donné, toute référence contradictoire dans les statuts, c'est-à-dire au sein de la structure du fonctionnement du CODENE, se devait de disparaître.

La tâche concrète numéro un du CODENE restera donc la coordination des «individus, des mouvements, des groupes locaux et des organisations professionnelles qui luttent pour la Paix, la Liberté, et la dissolution des blocs» (gag: ces majuscules-là ont été officiellement abrogées de la Charte le matin par un souci d'en finir avec certains gargarismes: les paris sont ouverts pour savoir si ça tiendra longtemps!).

Son siège sera à Paris, et le Conseil National (dont reste à prouver dans l'avenir le non-parisianisme, mais peut-être est-ce prouvable, c'est ce que j'ai fini par admettre) en décidera seul le déplacement.

Ce même Conseil National reconnaîtra ou non les comités locaux.

Il devient possible de convoquer une Assemblée générale extraordinaire sur proposition d'un quart simplement des groupes locaux.

C'est l'Assemblée générale qui se prononce sur toute modification de la Charte et des Statuts.

Je résume bien vite, mais il était fort tard. Dans l'épuisement général consécutif à une journée de travail intensif de la part de chacun (un grand coup de chapeau, mais oui!), nous avons calé sur l'article 10, c'est-à-dire sur la structure à donner au Conseil national. Il sera décidé un peu plus tard que les statuts seront déposés immédiatement, en l'état des amendements effectivement votés jusqu'à l'article 9, étant bien précisé qu'ils seront révisés dans 6 mois.

Quoi qu'il en soit, la structure projetée semblait quasiment acquise.

Ce qui signifie:

Une Assemblée générale divisée en trois collèges: Associations et mouvements, Comités locaux, Comités sectoriels.

Un Conseil national composé de:

- 15 sièges (de droit) aux Associations nationales.
- 15 sièges (de droit) aux Comités locaux (à raison d'un siège pour 50 personnes adhérentes au moins) et aux Comités sectoriels (dont nul ne sait encore très bien ce qu'ils seront).

— 30 sièges, élus par l'Assemblée générale, chaque comité local disposant d'une voix pour chaque tranche de dix membres effectivement dénombrés.

300 membres individuels à la base pesant ainsi autant que la trentaine des associations nationales présentes, et deux fois plus que les Associations siégeant de droit au Conseil National. Encore faut-il bien entendu que ces 300-là ne soient pas les pions des Associations, il y a là une question majeure: Qui seront les animateurs de ces groupes locaux?... A chacun ici de prendre ses responsabilités pour faire aboutir ce qu'il espère, ça va pas être triste...

Il nous fallait encore, avant d'aller dormir, «élire» un premier Conseil National Provisoire (avé les majuscules, non mais!). Les élections sur liste unique, vous connaissez?

Ben voilà, c'est exactement ce qu'on a fait. Nous voici donc chapeautés d'un Conseil national composé de 26 organisations (ce que j'appelle plus haut les associations) nationales, et de 26 groupes locaux.

Le Conseil national en question a «élu» suivant le même procédé un Bureau Exécutif exclusivement parisien bien entendu, grâce aux représentants des organisations, toujours prêts, pour la simple raison que ce Bureau Exécutif de

11 membres doit pouvoir fonctionner quotidiennement, ce qui exclut toute personne habitant ne serait-ce qu'à 100 kilomètres de Paris. Et comme les groupes locaux parisiens sont virtuellement inexistant, à l'exception d'un ou deux, il reste, devinez qui... ?

Le Conseil national se trouve formé de :

Jacques Bertelet (MDPL); Sylvie Mantrant (MDPL); Bernard Dréano (CEDETIM); Patrick Tesson (SCI); Thierry Ananou (AMR); Agnès Bertrand (ECOROPA); Christian Melon (MAN); Michel Leterre (SCI); Philippe Perderau (MRJC); J.-D. Peyneau (actuel trésorier); J.-L. Peyrou (CEDETIM); Bernard Ravenel (PSU); J.-L. Vinaud (LA FORGE); Alain Lecœur (LES VERTS); Ph. Lemarchand (MOC); D. Jolly (RESISTANCE INTERNATIONALE des FEMMES à la GUERRE); D. Frajek (PSU); A. Grion (CODENE PARIS); Y. Poulain (MIR); D. Martin (AMIS de la TERRE); E. Leseur (IDS); G. Feldman (CCA); P. Oiler (URP); B. Decomines (ARTISANS de la PAIX).

ainsi que des représentants de groupes locaux :

CODENE : Colmar, Lille, 91, Hérault, Tarare, Landernau, Nancy, Rouen, Catalan, Bourg en Bresse, Toulouse, Nantes, Alpes-Maritimes, Marseille, Paris, Strasbourg, Seine St-Denis, Larzac-Millau, Vaucluse, Morlaix, Grenoble, Rennes; ainsi que CLAR (Lyon) et CTDN (Tarn).

Et au Bureau Exécutif se retrouvent :

Bertelet (MDPL); Mantrant (MDPL); Peyneau; Melon (MAN); Ravenel (PSU); Dréano (CEDETIM); Vinaud (La Forge); Frager (PSU); Tesson (SCI); Bertrand (ECOROPA); Scandrani (ex-CODENE Colmar).

Et maintenant, n'oubliez pas l'ouvreuse!

Des sous! Voir plus haut pour la ventilation. La toute première décision de l'Assemblée générale est le vote de cotisations importantes, visant exclusivement au financement du Bureau exécutif et du Conseil national, conçus comme les hauts-parleurs du mouvement : 100 francs par mois et par organisation nationale; 100 francs par mois par groupe local, plus 10 francs par mois à partir du onzième adhérent.

Cotisations que pour ma part j'ai défendues vivement (aïe! que vont dire les copains au retour?), au nom de l'efficacité et contre un certain radinisme militant (qui n'empêche par ailleurs aucun d'entre nous de casquer des sommes folles au coup par coup) assez répandu.

IMPORTANT : LES PROCHAINS RENDEZ-VOUS :

Conseil national : 21-22 janvier, à La Forge (région parisienne); 31 mars-1^{er} avril, à Lyon ou en Bretagne.

Assemblée générale : 2 et 3 juin, sur le Larzac ?

Encore un effort jeunes gens, ça s' termine. Dimanche matin. Il faut bien avouer que cette dernière séance ne fut guère constructive. Mis à part l'infinie variété de modes d'action ponctuelle envisagés, il est ressorti trois projets de manifestations :

STRASBOURG (Parlement Européen) ; MALVILLE (Superphénix + Mont Verdun) ; ILE LONGUE (Sous-marins nucléaires).

Avec répercution à chaque fois au plan national, et peut-être un temps fort, plus « Manif nationale », pour Strasbourg, à l'occasion des élections européennes.

Rien de très concret, et quoi qu'il en soit, l'initiative au plan local restera par la force des choses aux groupes locaux, pour ce qui est des actions de base.

En guise de conclusion pour ce rapport pas très académique

Que ceux que j'ai égratignés me pardonnent, mais je crois, pour ce qui me concerne, que la gravité de la situation n'autorise pas la tristesse.

Tout cela est bien sévère de ma part, et pourtant je repars de Paris persuadé de l'absolue nécessité de faire vivre le CODENE. S'il existe vraiment au sein de ce mouvement des groupes de pressions visant soit à en prendre le contrôle, soit à le faire dériver vers telle ou telle voie de garage, ce n'est qu'en

développant les groupes à la base que nous solutionnerons le problème.

Cette structure, même criticable (mais qui serait capable d'en faire une qui ne le soit pas), même difficile à comprendre, n'est pas par nature un étouffoir.

Il me semble évident que nous tous qui travaillons à ce combat contre la folie avons plus d'intérêt à le développer « tous azimuts » plutôt qu'à nous quereller sur des questions de forme, même si, par ailleurs, elles ont leur importance.

Le combat anti-nucléaire n'est pas un combat politique ordinaire. Et puisque nous nous prétendons tous, peu ou prou, transformateurs de cette société, peut-être serait-il bon de faire passer au tout premier plan, bien au-delà de toute autre considération, le souci de savoir s'il nous restera demain de quoi exercer les talents de notre imagination, si nous ne parvenons pas au but que nous nous sommes fixé, à savoir, le plus simplement du monde : NE PAS CREVER.

Le CODENE est une organisation possible pour parvenir à cela, qui a l'avantage d'exister, et le privilège d'être fraternellement reconnue par ses grands frères et sœurs de toute l'Europe. Je ne doute pas que les critiques que j'ai émises ici rencontrent un écho, et c'est à ceux qui les trouveraient justifiées que je voudrais dire, pour finir, qu'elles ne sont pas l'essentiel de mes soucis.

Pour des raisons techniques, ce texte n'a pu être soumis encore au Comité tarnais pour le désarmement nucléaire dont j'étais le mandataire, et il n'engage donc que son auteur.

● Pierre Rouve

29 octobre - Lyon - marche au Mont verdun



photo IRL



Un succès

Les 15 et 16 octobre 1983, un « colloque international sur l'autogestion » a eu lieu à la MJC de Carcassonne. Ce fut un succès, tant pour la participation que pour l'écho dans la presse régionale. Je pense que nous étions une centaine pour certaines séances. Les participants venaient de la ville et des environs, et aussi de Montpellier, Castres, Toulouse et Bordeaux. Il y avait des ouvriers, des enseignants sans que je puisse avancer de pourcentage. Le public m'a semblé également partagé entre militants politisés à tendance libertaire (la CFDT locale s'étant refusée à toute participation, bien qu'elle fût

invitée depuis juin) et personnes sans étiquette mais fortement intéressées.

C'est donc un succès pour le CEREL (Centre d'études et de recherches sur l'expression libre, BP 49, Limoux) qui mène depuis quelques années un travail d'information sociale de qualité (exposition sur un siècle de lutte viticole, sur l'émigration républicaine espagnole) en dehors de toute chapelle politique.

Le samedi, il y eut quatre débats. Une expérience de « restaurant autogéré à Lyon » présentée par Mimmo. La discussion m'a semblé très fourre-tout : tous les problèmes sociaux et révolutionnaires ont surgi. On risquait d'aboutir à une impasse entre d'abord l'autogestion pour pouvoir détruire l'Etat, et détruire l'Etat pour faire l'autogestion.

Le sujet suivant détendit l'atmosphère et les interventions restèrent, jusqu'à la fin du colloque, dans des limites très saines banalisées par

l'humour et le bon sens. Claude Sigala commença par dire : « Tant que le mouvement libertaire ne saura pas résoudre ses problèmes de cul, il se fera piéger par l'Etat (...) »

L'autogestion du cul

Parler de l'autogestion, sans parler de nos désirs, c'est se leurrer. » Des remarques fusèrent dans la salle sur l'absence de déterminisme et de rapport entre les libérations sexuelle et économique; sur le désir envers l'autre qui peut être aussi bien sexuel que destructeur (« Le désir n'est pas forcément désaliénant »); sur les anars du siècle dernier qui avaient déjà découvert ces problèmes et sur leurs pratiques sexuelles. Il est à noter que deux jours durant, les débats furent enrichis par Prévôtel, Rosell et un camarade potier, principalement.

Sigala expliqua que « la sexualité et le désir sont une réalité », et fit allusion à l'expérience du Coral : « Dans le groupe, dans le respect du désir de l'autre, nous faisons sauter certains verrous. » L'affaire du Coral, dit-il, a été montée de toutes pièces par des services administratifs de droite pour gêner le gouvernement (dit) de gauche. Ainsi les « lieux de vie », où des enfants en difficulté sont pris en main par des groupes non conformistes, sont passés de 40 à 20. Si le Coral continue, c'est grâce au courage des parents qui, malgré les pressions de la police et des journalistes, et les offres d'argent pour retirer leurs enfants, font confiance à cette expérience. « Je suis sorti (de prison) grâce aux parents, pas aux syndicalistes, aux anars, etc. (...) Le Coral continue mieux que jamais ». Il y a même des propositions de l'étranger, ce qui peut permettre une autonomie complète, vu que l'administration n'a droit de regard que pour les enfants français.



Claude SIGALA

Par rapport au fait que l'Etat moderne tend à transformer la société entière en prison, en asile, en supprimant peu à peu ses lieux d'enfermement, et que donc le Coral peut en fait contribuer à cette tendance, Sigala souligne que si nous vivons avec les gens, par contre « les enfants psychotiques, eux, restent avec des enfants psychotiques (...) La folie remet en question la société. » Le travail avec des enfants psychotiques repose le problème de la production, de la consommation. « Le psychotique se fout du pouvoir, il veut vivre. » Le cas est différent avec les CAT où les anormaux sont intégrés directement à la production.

Concrètement, quelles sont les ressources économiques du Coral ? Sigala explique que 25 000 F mensuels sont répartis entre 15 personnes. Mais les besoins sont tout à fait différents. Un adolescent cas social a besoin de carburant pour son vélomoteur, pour aller au café, tandis qu'un psychotique a besoin d'une présence affective. Il y a une règle impérative : toutes les dépenses sont marquées.

A la question : Est-ce que tu ne fais pas du vedettariat ? Sigala répond qu'il n'est pas seul à s'occuper du Coral, et à expliquer sa démarche par rapport à l'extérieur. Ainsi, une réunion va avoir lieu sans lui le lendemain, ce qui montre bien qu'il n'est pas indispensable...

Dans l'entreprise

Le débat suivant est centré sur les « pratiques autogestionnaires dans l'entreprise », avec Dominique Grain. Il y est question d'une section CFDT créée dans les PTT et de la pratique qu'elle a eue pendant dix-huit semaines en 1980, en utilisant son panneau syndical pour dénoncer le nucléaire, la police, les impérialismes de l'Est et de l'Ouest, etc. Cette section est passée de trois à une vingtaine de membres. Le délégué syndical, élu à la Commission exécutive de la Haute-Garonne, y fit accepter un tract contre le nucléaire, un autre de solidarité avec des ex-syndiqués CFDT de Longwy accusés de viol... Convoqué par la CFDT régionale, il fut expulsé et la section en creva. Les textes publiés sur le panneau syndical sont dans le livre *La légalité contestée (texte issu d'une présence libertaire dans l'entreprise)*.

Dominique Grain élargit la discussion et parle du climat actuel : depuis le 10 mai 1981, les

actions syndicales locales ont disparu, bien que les autogestionnaires et la CFDT soient au pouvoir. Ainsi, depuis un mois et demi, il y a une grève dans les PTT et les syndicats ne bougent pas. Cette grève a démarré sans eux, en faisant tache d'huile et en ayant sa propre coordination. Il y a d'autres cas isolés d'organisations de base comme le SAT de Lyon, à Usinor-Dunkerque, dans les banques. Mais comment faire pour que la grève échappe à l'étouffoir syndical ?

La discussion met en relief des problèmes connus : les ouvriers qui voudraient être pris en charge constamment, le sectarisme anti-syndical, une certaine efficacité syndicale.

Action directe en milieu rural

La soirée fut entièrement occupée par Jean Huillet (car Kowalewski n'avait pu venir à cause d'un manque de coordination en partie dû à la grève des PTT), des Comités d'action viticole et le Mouvement d'intervention des viticulteurs occitans. Jean Huillet parla de 21 h à 24 h, non pas tant d'autogestion, mais d'« action directe en milieu rural ».

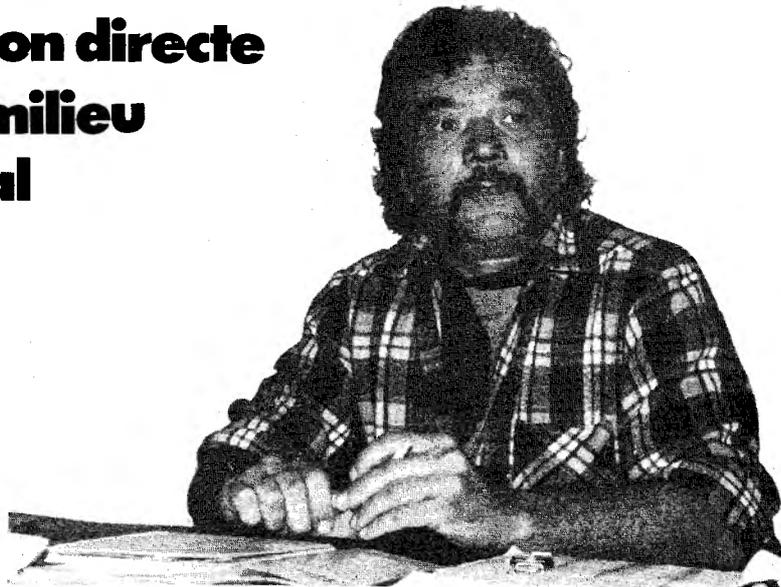
Se présentant comme non-libertaire, il fit d'abord un historique du coopérativisme viticole languedocien, lancé par des petits propriétaires en 1901, comme solution pratique à caractère autogestionnaire. Aujourd'hui, il y a dans le Languedoc, 1157 coopératives viticoles, regroupant 80 % des viticulteurs et assurant 54 % de la production. Ces coopératives restent proches de la base et n'ont rien à voir, par exemple, avec Yoplait qui écrase les petits coopérateurs et colonise le Tiers-Monde.

Huillet parla ensuite des Comités d'action créés en 1905 contre les fraudeurs (mélangeant le vin, l'eau et le sucre), c'est-à-dire la grande bourgeoisie viticole. Le mouvement culmina en 1907 avec un

million de manifestants à Montpellier, tout un « peuple » avec des drapeaux rouges et noirs, et influencé par des anarcho-syndicalistes ouvriers agricoles.

En dépit de la récupération politique de Jaurès et de la création d'une confédération corporatiste, les Comités d'action viticole ont gardé des traces de ce passé : un caractère informel (pas d'existence légale); l'absence de cotisation; la révocabilité immédiate (ce fut le cas pour André Castera après sa prise de position en faveur d'Edgard Faure).

« Notre rôle est de développer des dynamiques dans la masse » et non de créer un syndicat de masse, dit Huillet. Parmi les dizaines de



Jean HUILLET

problèmes soulevés par lui, j'ai été frappé par les orientations du mouvement qu'il anime : action directe, syndicalisme agricole, régionalisme, amour de la terre et de la vigne. Tout en étant sous le charme de la personnalité et de la parole de Huillet, je fais la part des choses :

— Les bons côtés, ce sont la lutte contre tel ou tel engrais chimique; la création d'un vin biologique exporté et commercialisé par les écologistes allemands (parce qu'en France les écologistes ne peuvent le faire), d'où une solidarité concrète des Languedociens allant manifester à Francfort contre l'extension de l'aéroport; la défense de paysans endettés menacés par le fisc; l'obligation faite à l'administration de donner des terres aux nouveaux paysans; les contacts avec Lip ou des ouvriers en grève par la vente de produits agricoles au prix coûtant; l'idée que « toute agression contre un paysan français est une attaque par rapport au Tiers-Monde; toute agression contre un paysan du Tiers-Monde est une attaque contre le paysan français ».

Exemple: la vache hollandaise nourrie au manioc se vend 15 F le kilo, contre 18 F pour la vache française.

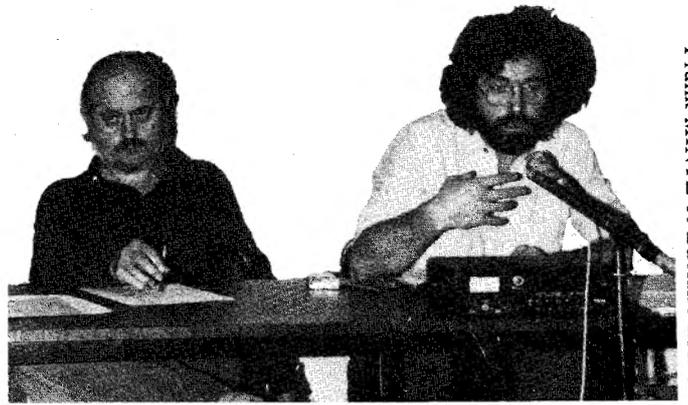
Huillet ne cache pas pour autant les problèmes. Dans certains cas, il est impossible de ne pas utiliser certains engrais chimiques dangereux. On ne peut pas non plus exiger des paysans qu'ils ne détruisent pas leurs produits, lorsque sur le marché le prix de vente est 0,30 F (et l'achat pour destruction 0,70 F). Dans le cas de la Pologne, l'Etat français a donné son aide, mais il ne s'est pas gêné pour importer du porc polonais moins cher, obligeant donc les producteurs français à vendre à perte. Solidarnosc avait proposé que les porcs soient consommés dans le pays, mais l'Etat a refusé pour avoir des devises. C'est pourquoi face à cette hypocrisie, les paysans n'ont pas aidé la Pologne. Comme dans le cas des écologistes, on constate que lorsque le syndicat propose des terres et des machines, sans le capital de départ nécessaire, il n'y a pas de candidats pour les prendre. Le syndicaliste paysan anarchiste Crapaud fit également remarquer que lorsqu'on calcule le nombre de personnes vivant de l'agriculture, on n'arrive pas à 9%, mais à 20 à 25% lorsqu'on inclue les personnes travaillant dans les industries d'engrais chimiques, de tracteurs, etc.

— Les côtés obscurs sont de deux types. Je ne vois pas comment sortir de la monoculture de la vigne — combattue par Huillet — en refusant d'arracher les ceps. Je ne saisis pas non plus la logique de la solidarité avec l'agriculteur du Tiers-Monde, donc de l'étranger, en détruisant le vin italien et espagnol. Comme l'a proposé le lendemain de ce débat un ouvrier de Limoux, il faudrait une union concrète des petits paysans espagnols et français pour éviter de disparaître avec l'extension du Marché commun.

En Espagne

Le dimanche fut marqué par l'absence de Sanchez Gordillo, maire de Marinaleda (célèbre par sa grève de la faim, en été 1980, pour demander des créations d'emplois agricoles, grève que la *Pravda* annonçait en première page, sans rien dire de la Pologne). Il est vrai que l'agitation en Andalousie explique amplement cette absence.

Le premier débat fut animé par Abel Paz et Frank Mintz sur l'autogestion pendant la guerre civile espagnole (voir leur livre sur Durruti, paru chez Maspero et actuellement épuisé). Abel Paz a



Frank MINTZ et Luciano LANZA

insisté sur l'isolement des révolutionnaires dû à la trahison du prolétariat international, et Mintz sur la capacité constructive des travailleurs, quelles que soient leur appartenance (ou non appartenance) syndicale et politique.

La discussion porta notamment sur le rôle du PS espagnol en 36-39 et à l'heure actuelle, ce qui permit de faire remarquer que les syndicalistes socialistes ne se préoccupent pas d'autogestion et qu'une activité fébrile vise aujourd'hui à doter l'Espagne d'un capitalisme, d'une police et d'une armée modernes (et socialistes).

Une intervention inattendue fut la présentation de Pucano Calo (Peuple gitan), coopérative industrielle de recyclage de déchets dont le gérant est José G. André. Cette coopérative gitane (aidée par la mairie de Barcelone) a neuf mois d'existence et est formée de gitans marginaux. L'idée de départ n'est pas d'intégrer le peuple gitan à la société actuelle, mais plutôt à partir de la constatation que le gitan a perdu la place qu'il occupait anciennement (celle d'une population nomade possédant un savoir-faire apprécié en chaudronnerie, réparations, etc.), d'éviter une marginalisation de plus en plus forte, en trouvant un créneau dans les rapports de production actuels, comme celui du recyclage des déchets. On peut objecter que c'est faire des gitans des domestiques du capitalisme, puisque c'est une profession considérée comme dégradante. Mais le recyclage entre tout à fait dans l'optique écologique de la lutte contre le gaspillage. Par là, les gitans peuvent retrouver leur dignité, subsister et être compétitifs.

La coopérative se heurte au problème du manque de formation des gitans marginaux, d'où la tentative actuelle de lancer des ateliers pour adolescents et adultes. L'égalité des revenus est respectée entre les membres, mais le mécanisme de l'AG, les fonctions de gérant et de comptable sont difficilement compris.

La discussion souligne le rôle de l'Etat, dont profitent les gitans. Des expériences avec des gitans à Montpellier et à Toulouse ont été évoquées.

Stimulante

La communication la plus stimulante du point de vue théorique fut celle de Luciano Lanza sur l'économie.

Lanza remarque que les économistes présentent un tableau unitaire de l'histoire, ce qui est faux, comme Sahlins et Clastres le montrent. Ensuite, Lanza souligne que les termes d'échange, de valeur et de besoin sont en fait purement conventionnels. La discussion met en évidence une similitude de vision avec Attali (dans le début de son essai sur la musique). Lanza explique qu'à côté du besoin élémentaire de consommation, il y a tout un ensemble qu'on pourrait encadrer dans le passage du don au contredon. Rossel remarque qu'il peut y avoir un pouvoir et une aliénation, comme l'assistance aux pauvres. La discussion permet de montrer à nouveau que l'autogestion n'est pas une simple méthode pour produire autrement les mêmes objets, mais qu'elle remet en question les priorités économiques, et dans ce domaine tout est à revoir.

Le dernier débat, animé par Nicolas Trifon, concernait « Le programme autogestionnaire de Solidarnosc ». Après un historique du mouvement polonais jusqu'au congrès de 1981 annonçant une « république autogérée » (bien que le mot « socialisme » soit absent), Trifon a lu et discuté des textes actuels de Solidarnosc où l'autogestion est attribuée aux Papes du début du XX^e siècle, aux anarchistes et aux marxistes. Ce confusionnisme semble cultivé pour éviter des conflits idéologiques et permettre une action concrète.

La discussion est aussi une sorte de conclusion sur le colloque. J'en tire l'exclamation de Rossel et de Corbière: « Il y en a marre de l'embauche, vive la débauche! », et la constatation qu'en décembre 1981 en Pologne, un texte de Kowalewski sur la grève active se terminait sur l'exemple de l'autogestion espagnole.

● Grand-père Max

Les photos sont de MIMMO - IRL

La question de l'avortement

Les années 79-81 ont été marquées par une «chasse aux avortements» de la part de la garde civile, qui se traduit par un grand nombre de procès qui continuent à avoir lieu. Cependant, vers 1982, on attend une possible libéralisation de la loi.

PROCES DE BILBAO (16 mars 1982)

Ce procès, qui devait avoir lieu en 79, a été maintes fois repoussé, sans doute à cause de la forte solidarité qu'il avait provoqué à l'époque (entre autres actions, une campagne de 30 000 signatures de femmes et d'hommes déclarant: «j'ai avorté...» ou «j'ai collaboré...»). Mais la forte militance qui existait en 79 a disparu en 82; par contre, différents projets de loi sur l'avortement sont en cours de rédaction et la jurisprudence est plutôt en position d'attente. Sont jugées 11 femmes, toutes de milieux très défavorisés; à certaines, les médecins avaient refusé de délivrer des moyens de contraception et même déclaré dangereuse une nouvelle grossesse. L'«avorteuse» pratiquait aux femmes des lavements vaginaux à l'eau savonneuse (!) pour des sommes plus que modestes. Résultat du procès: plus de 12 ans de prison (avec demande de grâce) pour l'«avorteuse», acquittement pour 9 des accusées; la sentence est considérée comme progressiste, surtout pour tenir compte, comme circonstance atténuante, de «l'état de nécessité» de ces femmes et de la non-démonstration de leur grossesse. Mais ce n'est pas fini, le procureur de l'Etat fait appel... (voir plus loin)

PROJET DE LOI SUR L'AVORTEMENT

En novembre 1982, le gouvernement centriste laisse la place aux socialistes du PSOE. La libéralisation de l'avortement fait partie de leur programme électoral. Fin 82, quand ils commencent à étudier la question, les secteurs conservateurs, traditionalistes et l'Eglise catholique déclenchent une énorme campagne contre toute évolution, basée sur des arguments pseudo-philosophiques des plus démagogiques. Il semblerait que la droite a abandonné pratiquement toute critique du gouvernement socialiste sur les plans politiques, économiques, etc..., pour se centrer sur des thèmes qui,

comme l'avortement, «mettent en péril la morale traditionnelle». Et si l'évolution politique a été rapide depuis la mort de Franco, il faut croire que les mentalités sont restées profondément marquées par 40 ans de morale obscurantiste, à en juger par la réussite de cette campagne de la droite qui dure tout le premier trimestre 83: manifestations nombreuses (100 000 à 200 000 à Madrid, etc...), campagnes de signatures, mobilisation de toutes sortes d'associations (familiales, enseignement privé, confessionnelles, médicales, etc...); intervention massive à travers les médias; ils n'hésitent pas à utiliser les enfants des collégiés avec une propagande adaptée à leur âge. En face, ceux qui luttent pour la dépénalisation totale de l'avortement (ce qui reste du mouvement féministe, gauche non parlementaire, PC, libertaires, etc...) sont en recul et se trouvent réduits à des positions défensives. Le gouvernement, qui a pris pour politique de ménager la droite et les «pouvoirs de fait» (Eglise, armée, etc...), remet au Cortes le 2 février 83 un avant-projet de loi qui ne dépénalise l'avortement que dans trois situations très limitées: danger pour la vie ou la santé de la mère, malformation du fœtus ou cas de viol, toutes situations devant être dûment constatées; de plus il n'est pas question que ces avortements soient pris en charge par la Sécurité sociale. Aux critiques venant de sa gauche, le PSOE répond officieusement que ce texte est une brèche qui permettra plus d'ouverture au niveau de la jurisprudence. Mais la réalité est bien autre... En effet, à peine connu ce texte, se mettent à pleuvoir les procès dans des affaires où on croyait closes: Barcelone, Pampe lune, Bilbao à nouveau, etc...

PROCES DE VALLADOLID (20 juin 83)

Encore une fois, on juge une «avorteuse» et 12 femmes, toutes de milieux très modestes avec de graves problèmes économiques et familiaux. L'une d'elles, par exemple, avait déjà eu un enfant déficient mental et, après cet avortement, il lui en est né un autre avec la même tare; une autre, mère de trois enfants, subit de mauvais traitements de la part du mari et a souffert un prolapsus de l'utérus et plusieurs hémorragies; une autre encore a son mari au chômage et, de plus, présente avec celui-ci une incompatibilité rhésus négatif. La sentence est sévère: 25 ans de prison pour l'«avorteuse» (peine théorique, mais elle devra cependant accomplir six ans de prison)

et, pour les autres femmes, les peines vont de 6 mois de prison à 20 000 pesetas d'amende. A noter que, comme pour tous les procès de cette espèce, les manifestant(e)s réunis devant le palais de justice ont été violemment dispersés par la police et 5 personnes arrêtées.

De si lourdes peines s'expliquent par la non-existence dans le système juridique espagnol, de la confusion de peines, si bien qu'un même délit reproduit x fois sera puni de x fois la même peine (jusqu'à 3 ans dans le cas de pratiques d'avortement).

VOTE DE LA LOI SUR L'AVORTEMENT (4-5 octobre 83)

Le projet de loi socialiste (dans le cadre de la réforme du Code pénal) passe sans autre forme de débat, la vraie bataille s'étant déroulée dans l'opinion publique en début d'année, comme on l'a vu. Cependant deux jours de suite un groupe de manifestantes féministes présent devant le Parlement est brutalement dispersé par la police. Le parti de droite Alliance Populaire essaie de paralyser l'application de la nouvelle loi en la soumettant au Tribunal constitutionnel, argumentant qu'elle va à l'encontre de la protection de la vie, prévue par la Constitution.

SENTENCE DU TRIBUNAL SUPREME SUR LE PROCES DE BILBAO (14 octobre 83)

Le Procureur de l'Etat avait recouru en cassation contre le jugement de Bilbao (mars 82) pour le considérer comme trop modéré. La sentence du Tribunal suprême tombe comme un couperet: les 12 ans et 10 mois pour l'«avorteuse» sont maintenus, mais la demande de grâce supprimée, et les cinq femmes acquittées pour «état de nécessité» sont condamnées à des peines de 1 an, 6 mois ou 20 000 pesetas d'amende (pour des délits commis entre 1968 et 1976). Cette sentence est ressentie comme particulièrement grave par toute l'opinion progressiste et humaniste car, en plus de l'acharnement qu'elle montre vis-à-vis des condamnées, elle élimine définitivement la jurisprudence établie à Bilbao qui tenait compte de l'«état de nécessité» des femmes et la non-démonstration de l'état de grossesse. De plus, elle conduit à se poser des questions sur la position du gouvernement socialiste qui aurait très bien pu annuler ce recours en

cassation par l'intermédiaire du nouveau Procureur de l'Etat nommé par lui.

POURSUITES CONTRE PEDRO ENGUIX (VALENCIA)

Cette affaire est exemplaire à plus d'un titre (voir article ci-contre). Entre autres, parce que c'est la première fois qu'un médecin est poursuivi par la justice pour pratique d'avortements; ensuite parce qu'au lieu de nier, il revendique avoir fait des avortements et présente au tribunal la liste de 2779 femmes qui ont avorté dans son centre; troisièmement parce que c'est un pionnier de la médecine alternative dans le domaine de la gynécologie.

Après avoir ouvert plusieurs centres de planification familiale à Valencia et Denia, il se spécialise dans l'accouchement sans violence où il obtient des résultats remarquables; c'est un fervent partisan de la maternité consciente et de la liberté totale de la femme. On voit donc que Pedro est loin d'être le prototype de l'avorteur sans scrupules. Il s'agit là encore d'un dossier réouvert une fois connu le texte de la nouvelle loi. Vu la personnalité de l'accusé et sa décision d'aller jusqu'au bout de ses idées, ce peut être une occasion d'un pas en avant considérable dans la lutte pour la dépénalisation de l'avortement en Espagne, pourvu que s'amplifie la solidarité autour de lui.

AUTRES PROCES PREVUS: SEVILLE, ETC...

L'affaire de Séville est très semblable à celle de Valence, il s'agit là d'un autre centre de planification familiale, «Los Naranjos», où la police a «découvert» en 1980 qu'il se pratiquait des avortements (alors qu'ils le faisaient ouvertement). Précisons que, jusqu'à présent, le ministère de la Santé en Espagne n'avait aucune infrastructure de planification familiale, ni aucune politique en ce domaine, la laissant aux mains d'une médecine libérale connue pour son caractère conservateur. Les seules expériences sur ce terrain sont le fait de municipalités de gauche qui sont maintenant en proie à la répression pour avoir assuré pleinement cet aspect de la médecine sans décider à la place des femmes. La solidarité fut très forte en 81 (de la part de partis politiques et syndicats locaux, féministes, campagne de 26 000 signatures de solidarité, inculpations volontaires, etc...). Là encore, le dossier est réouvert dans un contexte de recul du mouvement de solidarité.

*Dossier transmis et traduit
Par Claude et Jenny
Valence Espagne*



Pedro Enguix



En juillet dernier, il y eut une certaine stupeur à Valencia quand on sut que se réouvrait le dossier judiciaire contre le gynécologue Pedro Enguix et 4 autres personnes pour avortements. Bien que Pedro ait fait un mois de prison préventive en août 81 et que, depuis lors, il ne soit qu'en liberté provisoire, on pensait généralement que la Justice avait décidé d'abandonner les poursuites.

Pedro Enguix est depuis longtemps dans le mouvement à la fois alternatif et revendicatif qui lutte pour le droit de chacun(e) à disposer de son propre corps. En 1978, il participe à la création du premier centre de planning familiale et information sexuelle espagnol, à Valencia; ce centre, lié au mouvement féministe, ne pratique pas directement d'avortements mais facilite aux femmes qui le désirent, la possibilité d'avorter à l'étranger. Cependant, la demande est telle que Pedro et d'autres camarades décident d'apprendre avec le MLAC français à pratiquer la méthode Karman. De ce premier centre sont issus plusieurs autres, certains animés par des professionnels (dont Pedro) qui pratiquent ouvertement des avortements, les autres restant liés au mouvement féministe. La position de Pedro est que les professionnels doivent être au service des femmes et son évolution personnelle le conduit à une recherche d'une médecine intégrale et non agressive: dans son centre, il travaille avec acupuncteurs, naturalistes, etc... Très vite, il obtient beaucoup de succès et ouvre plusieurs centres dans la région; au total, en cinq ans, il aura travaillé avec une cinquantaine de collaborateurs et, parmi les centaines de milliers d'actes médicaux effectués, il y a quelques 10 000 avortements.

Lui-même ces dernières années se spécialise dans ce qu'il estime le plus positif pour une société meilleure: l'accouchement sans violence; il peut être considéré comme un pionnier dans ce domaine, au niveau espagnol et même européen (accouchement en milieu aquatique, etc...). Ferme partisan d'une maternité consciente, il ne pratique des avortements que par respect de la volonté de la femme, et il le fait ouvertement, malgré une loi très dure, par souci d'honnêteté personnelle et comme témoignage revendicatif.

En juillet 81, la garde civile déclenche une opération où il s'agit ni plus ni moins que de «faire tomber Enguix». Un homme et une femme de la police se font passer pour un couple qui va de centre en centre en demandant à avorter à tout prix avec Enguix. N'obtenant pas de résultat (Pedro est en voyage), ils arrêtent le personnel d'un centre du mouvement féministe qui n'a jamais pratiqué d'avortements... Il y aura d'ailleurs un non-lieu pour ces militantes mais leur centre restera fermé. Parallèlement sont déposées au tribunal 3 plaintes de femmes contre Pedro et un de ses collaborateurs, Jaime Carballo, pour avortements. Il est évident qu'il s'agit là d'un autre montage policier: Pedro n'a pas pratiqué personnellement ces avortements et n'a jamais travaillé directement avec Jaime. Les 3 femmes l'ont «reconnu» sur photos, visiblement sous pression de la police puisque, plus tard, elles se rétracteront et ne le reconnaîtront plus lors d'une confrontation. Dès son retour de vacances, il se présente au juge qui l'incarcère, ainsi que les 4 autres personnes. Il se manifeste alors une forte solidarité (manifestation de 4 000 personnes, déclarations de partis politiques, etc...) et ils sont libérés sous caution au bout d'un mois.

Deux ans après, le dossier est réouvert et Pedro Enguix utilise une défense certainement imprévue par le juge: il nie les 3 avortements qu'il n'a pas commis mais, pour témoigner de sa ligne professionnelle et estimant qu'il n'a rien à cacher, il joint au dossier la liste des 2779 femmes qui ont avorté dans ses centres au cours des trois dernières années (il ne s'agit pas de faire courir des risques à ces femmes contre leur volonté: il est matériellement impossible d'entamer une procédure judiciaire contre autant de personnes à la fois). De plus Pedro n'a jamais cessé de pratiquer des avortements depuis le début de l'affaire, ouvertement comme toujours; son but est de lever le voile d'hypocrisie qui couvre ce genre d'affaires.

COMPARUTION DU 28 OCTOBRE

Le 28 octobre, le juge d'instruction n. 6 de Valencia, à la suite d'un interrogatoire où le médecin persiste dans sa position de revendiquer tous les avortements qu'il a pratiqués, décide l'incarcération de celui-ci, demandant pour sa libération une caution démesurée de

5 millions de pesetas (280 000 francs). Au même moment, 200 à 300 personnes qui étaient réunies devant le palais de justice en soutien à Pedro sont violemment agressées par les forces de l'ordre.

On apprend par la même occasion que le juge refuse de prendre en compte la liste des 2 779 cas d'avortements présentés par Enguix pour sa « défense », rendant ainsi particulièrement évidentes les contradictions du système législatif et judiciaire sur un tel sujet : on frappe très fort sur le petit pourcentage de cas qui arrivent pour une raison ou pour une autre devant la justice, mais on ferme les yeux sur les centaines de cas qui se produisent chaque jour parce que le problème est d'ordre social et aucune loi ni décision de justice ne pourra y changer quelque chose.

Depuis le séjour de Pedro Enguix en prison, les actions de soutien et les marques de solidarité se font nombreuses ; la presse s'est fait largement écho de l'affaire et les débats se multiplient sur la convenance d'une loi plus libérale que celle qui vient d'être votée. De plus en plus la vraie personnalité de Pedro Enguix ressort dans les journaux et à la radio : un chercheur dans le domaine de l'accouchement sans violence et « militant » de la maternité consciente. D'autres articles (EL PAIS, par exemple) attaquent la justice dans ses contradictions : ainsi le Tribunal suprême a condamné des femmes espagnoles qui ont avorté à Londres et à Paris, ce qui impliquerait — dénoncent les journalistes — la reconnaissance des fœtus en question comme citoyens espagnols...

D'autre part, à Seville, à l'occasion d'un procès similaire, 450 personnes se sont auto-inculpées dernièrement et, à Valencia, l'avocat de Enguix vient de soumettre au juge une nouvelle liste de 100 femmes qui ont avorté avec Pedro

ces deux derniers mois, en toute connaissance de cause de son inculpation et prêtes à aller en justice avec lui.

Grâce à l'aide pécuniaire de sa famille, Pedro a pu sortir de prison au bout de 3 semaines, le 17 novembre dernier, mais, évidemment, cette liberté provisoire ne résout rien quant au procès ouvert contre lui. Plus déterminé que jamais, il pense poursuivre la campagne qui s'est ouverte autour de son cas et continuer ses activités médicales dans la même ligne qu'auparavant.

Cette affaire et celle de Seville sont en train de changer complètement, depuis deux mois, le panorama espagnol sur la question de l'avortement. Quand, en début d'année, c'étaient les positions de la droite qui dominaient dans la presse et l'opinion publique, on assiste actuellement à un revirement, particulièrement net dans la presse ; le premier résultat concret est la grâce qui vient d'être accordée aux femmes lors du procès de Bilbao.

Nous insistons sur les répercussions positives qu'entraînerait tout commentaire ou prise de position venant de l'étranger. Les possibilités sont multiples : articles dans la presse, sensibilisation d'organisations susceptibles de prendre position, envois de télégrammes de solidarité.

Les télégrammes de solidarité sont à envoyer à :
 — Juzgado de instancia n.6 Valencia Espagne
 — Ministerio de Justicia Madrid Espagne

Un dossier de presse est disponible concernant cette affaire.

Pedro Enguix, c/o Grupo Acuario, c/ Manuel Candela n.9 Valencia. Tél. (6) 361 93 15

Pour correspondance en français :

Claude Sibuet, c/ Vicente Lleó n.43 bajo Valencia 6 Espagne.



Ouverture du « 8 ème » Congrès de la C.N.T. (Renovada) que c'est tenu à Madrid en octobre dernier. Agora de Décembre/janvier 1984 lui consacre quelques pages. Achez-le.

ARONEMENT 5 NUMEROS (1 AN) # 50 F
 ARONEMENT 10 NUMEROS (2 ANS) # 90 F
 ARONEMENT DE SOUTIEN (2 ANS) # 130 F ET PLUS
 ARONEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN) # 200 F

(AJOUTER 10 F POUR L'ETRANGER)

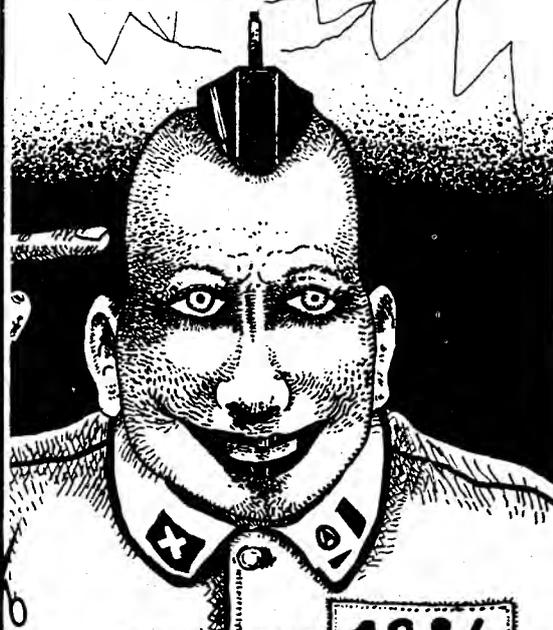
LIRELLEZ VOS CHEQUES A :

IRL COP 4 150 95 N LYON

IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON

ABONNEZ-VOUS

NOM :
 PRENOM :
 ADRESSE :
 CODE POSTAL :
 VILLE :



1984



Plus c'est gros et mieux ça passe

Le 25 octobre 1983, la Grenade était envahie par des troupes étrangères à 99 % yankees. Pour le détail des opérations, le poids des mots et le choc des photos, voir les journaux des jours suivants. Je veux juste souligner ici quelques propos, quelques attitudes qui ont brillé par leur hypocrisie, leur veulerie, leur cynisme.

Plus c'est gros et mieux ça passe. Ben y se sont pas gênés ! Les Ricains tout d'abord, qui font débarquer 3000 marines et une poignée d'Antillais de six nationalités différentes pour l'alibi de l'intervention multinationale. Parce que le coup à la Grenade, c'est pas eux. Non non. C'est une force multinationale comme prévu dans le traité des Caraïbes orientales. Sauf que ce traité avait été signé pour pallier une agression extérieure, pas pour la justifier. Pfuiii ! L'important, c'est de déclarer qu'on a le droit avec soi. Après... après ça se discute.

Autre point important à mettre en avant : œuvrer pour une cause juste et noble comme la Paix, l'Ordre ou la Loi. Sur ce thème, Reagan n'a pas lésiné. Il a déclaré que l'intervention avait pour but de « mettre fin aux agissements d'un groupe brutal d'Apaches gauchistes », de « rétablir la loi et l'ordre ». L'ordre capitaliste, bien entendu, et la loi américaine, celle du Far West.

Reagan doit plus se sentir pisser: enfin, être un héros dans la vie comme sur l'écran ! Le justicier venant à bout de ces brutes d'Apaches gauchistes : le panard ! Et pourquoi se gêner, pour quoi ne pas en rajouter puisque grimpent les sondages ?

D'autres raisons ont été invoquées, qui ont le mérite de ne pas s'embarrasser de cache-sexe. « Si nous avons débarqué à Grenade, c'est pour empêcher les Cubains de la faire. » Si vous êtes tenté de dire : « N'importe quoi ! » on vous répondra qu'ils y étaient déjà. A preuve, plusieurs dizaines ont été fait prisonniers ainsi, circonstance aggravante, qu'une trentaine de Russes. Ont également été trouvés l'intégrale



des œuvres de Lénine, un portrait du dictateur nord-coréen et certainement, me souffle Patrick Font, pour couronner le tout, des yaourts au goût bulgare...

Autre version explicitement annoncée : « La Grenade est une réponse aux actes terroristes du Liban. » La politique internationale au niveau du règlement de comptes entre gangs rivaux. Heureusement pour les Corses que c'est Tonton le président qui, pour montrer que la France a des couilles, a fait bombarder — plus ou moins à côté — une caserne d'Arabes fanatiques. Parce qu'un autre aurait pu faire sauter les paras sur l'île sous prétexte que l'ex-FLNC est payé par la Lybie qu'est copine avec Moscou.

Les réactions à l'invasion américaine sont à la hauteur. Elles hésitent entre l'odieusement cynique et le cyniquement odieux. L'URSS pas gênée par l'Afghanistan dénonce avec justesse cet « acte de brigandage international ». A.L. (André Laurent ?) en première page du *Monde* (27 novembre 1983) déclare à ce propos que « le raisonnement par analogie n'est jamais satisfaisant et il lui arrive de déboucher sur des conclusions sans rapport avec la réalité ». Ainsi, « l'intervention américaine dans l'île de la Grenade n'est pas

exactement comparable à celle des Soviétiques en Afghanistan. Les conditions de sa préparation, la conjoncture, le poids géographique et stratégique des Caraïbes et de l'Asie centrale constituent autant, sinon plus, de traits distinctifs que de points de rapprochements entre ces différents types d'opérations éloignées dans le temps et dans l'espace ». En d'autres termes, A.L. découvre que l'île de Grenade n'est pas l'Afghanistan car c'est un pays plus petit, moins peuplé et situé sous d'autres latitudes, et qu'en conséquence les interventions américaine et soviétique ne sont pas comparables. On se demande pourquoi *le Monde* perd régulièrement des lecteurs ! Le gouvernement français actuel, qui comme le précédent a tendance à se prendre pour la France, ne s'est pas mouillé. Il a déclaré ne pas être « en mesure d'apprécier les raisons qui avaient provoqué une action aussi surprenante au regard du droit international ». Moi j'aurais cru qu'au regard du droit international c'était injustifiable, intolérable, pour tout dire inqualifiable. Ben non, pour le gouvernement français, c'est « surprenant ». Prendre position, pas question. Z'avaient peut-être raison, les Ricains, mais nous ont rien dit, alors nous, on sait pas. Tristes pitres.

Du côté de la presse, la palme va à une chaîne de télé nord-américaine, la CBS, dont les journalistes, entrés à la Grenade à la suite des « marines », ont organisé un sondage d'où il ressortait qu'une majorité de Grenadins étaient favorables à l'action américaine. Le sondage ne dit malheureusement pas s'ils avaient écrit à Reagan pour lui demander d'intervenir, mais c'est bien possible.

J'ai gardé pour la bonne bouche l'ancien zélateur de Mao Zedong, j'ai nommé André Glucksmann, présentement nouveau philosophe et qui s'est fait remarquer par cette phrase à Europe 1 : « Il y a dix ans, les Américains avaient 500 000 hommes au Vietnam, ils intervenaient partout ; aujourd'hui, on nous fait tout un beurre avec la Grenade. » Mon pauvre Glucksou, qu'il était beau le temps où tu te contentais de n'être qu'un sot !

Et. Consort



Lénine feuille de vigne

Une nouvelle attaque contre les intellectuels non conformistes a marqué la rentrée politique yougoslave.

Dans l'hebdomadaire *Danas* du 6 septembre 1983, un journaliste évoque les rencontres estivales de trois associations croates de sociologie, philosophie et de politique dans l'île de Vis. Il place la discussion dans le cadre de celles que faisait la revue *Praxis* à Korcula, c'est-à-dire contre le PC yougoslave.

Les participants sont accusés de se servir du « prétexte de la science pure » pour masquer la réalité et affirmer que « sans pluralisme politique institutionnalisé, il n'y a pas de démocratie ; il s'ensuit, par-dessus le marché, que l'autogestion est impossible sans la légalisation du pluralisme politique (Laslo Sekelj) ; que le socialisme (on ne dit pas lequel)

n'est en fait qu'un projet pédagogique militaire (Slobodan Drakulic) ; on a entendu qu'il n'est pas vrai que le système yougoslave soit le parti unique, parce qu'en réalité nous avons huit partis (Ljubomir Tadic) ». Cette dernière affirmation, fort schématiquement rapportée — comme les autres —, correspond à la pensée de Tadic qui explique que le pouvoir s'appuie sur le nationalisme pour isoler toute contestation unitaire, pour diviser le pays entre les six républiques et les deux territoires autonomes.

Le journaliste semble surtout choqué par les analyses critiques contre Lénine et ses œuvres : Lénine ne « sert plus que de feuille de vigne » ; c'est le « disciple le plus plat de Machiavel ». Il enchaîne avec ce qu'il nomme « La pensée délictueuse » (sans même se poser la question du problème juridique que cela pose, par exemple par rapport aux droits de l'homme et aux conclusions que tire depuis des années Amnesty International sur la Yougoslavie). Les

discussions ont servi aussi selon lui à faire signer des pétitions pour demander la libération de prisonniers politiques. Il s'agit des « Jeunes Musulmans » (groupe très sectaire et peu populaire, mais son droit à la parole est demandé par les intellectuels critiques) et de deux personnes ayant écrit sur la mort de Brejnev.

La semaine suivante, la lettre d'un des organisateurs a été publiée. D'abord, il accepte la filiation avec le passé de *Praxis*. Il repousse la « désinformation brutale » sur de nombreux aspects des discussions et le nombre des participants (une centaine) venus de presque tout le pays. Il précise que les pétitions ont été présentées en dehors du cadre des discussions.

Cet exemple montre le climat qui règne : le pouvoir s'efforce de grignoter la liberté universitaire de discuter, par le biais d'une campagne amalgamant la critique et les inculpations juridiques (*Praxis* dans le passé, des individus aujourd'hui).

La découverte du passé se fait, cependant, lentement. A l'occasion du centenaire de la naissance d'un marxiste yougoslave, la revue théorique *Glediste* de mai-août 1982 lui consacre un hommage. Parmi les articles, on en trouve un sur Sim Markovic, syndicaliste révolutionnaire en 1908, dont de nombreuses citations sont données. On apprend que Sim Markovic, entré dans le PC en 1919, conserva l'essentiel de sa position antiparlementaire et en faveur de la création d'organes dirigés par la classe ouvrière. Devenu bureaucrate à Moscou, il disparut dans les purges staliennes.

Le pouvoir n'est pas éternel

Continuant la parution de brochures de propagande anarchiste dans les langues des pays de l'Est, Iztok vient de publier un texte en bulgare. Il s'agit de la lettre ouverte d'un émigré à ses compatriotes.

Les principes théoriques du PCy sont analysés et refusés : le pouvoir populaire, les travailleurs, la démocratie, trois pratiques qui n'aboutissent — à la sauce marxiste-léniniste — qu'à servir une minorité exploiteuse. De nouvelles perspectives sont proposées : des informations réelles, les différentes revendications des syndicalistes polonais sont présentées, ainsi que des opinions de dissidents soviétiques en faveur des travailleurs polonais. Tout ceci montre la faillite du Parti dans tous les pays.

Concrètement, deux facteurs apparaissent : « Aucun pouvoir dictatorial et terroriste n'est éternel », ni non plus « aucun empire colonial ». Les symptômes de décadence du colonialisme soviétique ont commencé en Tchécoslovaquie et se continuent en Afghanistan. Comme, d'autre part, le monde non communiste est dominé par « l'impérialisme américain », chaque impérialisme se partage la planète en zone d'influence... Il faut retrouver et enrichir les conceptions de « socialisme » et de « démocratie ». « Parmi les nombreuses et diverses orientations possibles, celle du socialisme autogestionnaire libre est sans doute la plus appropriée à la solution de la série de problèmes non résolus à ce jour ! »

● Zemliak et Meraklia



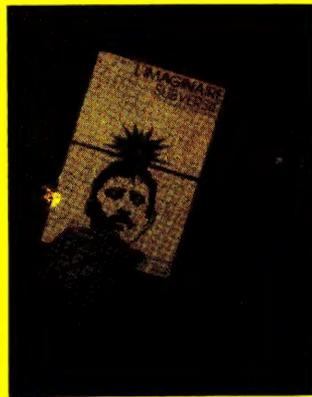
TROP D'ARTICLES DANS CE NUMERO/PAS ASSEZ DE PLACE/LE COURRIER DES LECTEURS ET LES COMMUNIQUES ONT DU SAUTER/EXCUSEZ-NOUS.

150^F

**un abonnement
à 10 numéros d'irl**



**trois premières publications
de l'atelier de création libertaire**



PRENOM

NOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

Chèques à libeller à l'ordre de: IRL CCP 4 150 95 N LYON
et à adresser à: IRL, c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON